



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2432  
13 mars 2015  
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

# LUTTE

# OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal  
d'Arlette Laguiller

## Une politique gouvernementale qui frappe les classes populaires



# Valls craint la montée du FN, mais c'est lui qui la favorise!

### Journée du 9 avril

Une occasion  
de se faire  
entendre

page 5

### Départementales

UMP, PS, FN,  
le bal des  
hypocrites

page 4

### Mali

Le borbier de  
l'impérialisme  
français

page 8

# Valls, champion... de la montée du Front national

« J'ai peur pour mon pays. J'ai peur qu'il se fracasse contre le Front national », « le FN à 30 %, c'est d'une extrême gravité pour notre pays », il est « aux portes du pouvoir », « il peut gagner les présidentielles de 2017 »... a asséné Valls, pour finir par déclarer : « Il faut à tout prix faire en sorte que le Front national baisse. »

À travers ce morceau qui restera dans les annales politiques, Valls veut s'imposer comme LE champion de la lutte contre le FN, comme LE rempart contre le FN.

Au nom de la lutte contre le FN, il faudrait oublier le chômage, faire abstraction des reculs que le gouvernement a imposés à la condition ouvrière, se taire contre ses attaques antiouvrières et, comme un seul homme, aller voter pour le Parti socialiste. La ficelle est grosse.

Car, si le FN est aussi haut, à qui la faute ? Pourquoi le FN atteint une telle influence dans les quartiers populaires et dans les villes ouvrières qui jusque-là votaient pour la gauche ? Pourquoi une fraction de l'électorat populaire rejette-t-elle le PS au point de se jeter dans les bras du FN, le pire ennemi des travailleurs ?

Parce qu'à chaque fois que les socialistes accèdent au pouvoir, qu'ils soient ou pas flanqués des écologistes ou du PC, la même histoire se répète : des promesses électorales, la trahison presque dès le lendemain et une politique antiouvrière pendant cinq ans.

La politique de Hollande l'illustre. La loi qui permet de baisser les salaires et d'allonger le temps de travail au nom de la compétitivité, c'est lui. L'allongement de la durée de cotisation retraite, c'est lui. La loi Macron qui continue la casse du Code du travail, c'est lui. Et il nous parle encore de supprimer 22 000 postes dans les hôpitaux !

Valls a parlé d'endormissement du pays vis-à-vis du FN. Il confond l'endormissement et le dégoût de sa politique. Les électeurs tentés par le FN n'ont pas tous été pris d'une montée subite de racisme, ils se sentent trahis, déboussolés par ces « socialistes » qui n'en sont plus depuis longtemps.

Dans la réflexion « Il n'y a que lui que l'on n'a pas essayé » transparait le désespoir de ceux qui ont cru en toutes sortes de charlatans et qui se disent que le dernier sur le marché ne peut pas faire plus de mal que les autres. Eh bien si, le vote FN peut faire plus de mal !

Le Pen se dit « anti-système », dans le sens qu'elle est contre le système politique dominé par « l'UMPS » mais elle n'a rien contre l'ordre social capitaliste où une famille bourgeoise peut disposer de la vie de centaines de milliers de travailleurs. Et pour cause, les Le Pen eux-mêmes sont des bourgeois qui ont fait fortune sur le travail d'autres en héritant du groupe de cimenterie Lambert.

À entendre le FN, le chômage, les bas salaires, le manque de logements... tout est de la faute des immigrés. Pas un mot contre les licenciés ou contre les spéculateurs ! Une telle démagogie fait de Le Pen la meilleure défenseuse du patronat.

Le FN est un parti bourgeois comme le sont le PS et l'UMP, mais en pire, car la haine de l'étranger sur laquelle il surfe est un poison pour la société, et la politique à poigne qu'il annonce contre les immigrés se retournera contre tous les travailleurs.

Alors que les travailleurs ont besoin d'unité pour se défendre des attaques patronales, Le Pen veut les dresser les uns contre les autres en fonction de leur origine ou de leur religion. Demain, si elle en a le pouvoir, elle livrera les travailleurs les uns après les autres à la férocité patronale.

Le FN représente un piège mortel pour la classe ouvrière et il faut le combattre. Mais il faut le faire en combattant aussi ceux qui le fabriquent, c'est-à-dire le PS et la droite.

Les Hollande et Valls, les Sarkozy et Juppé gouvernent au profit d'une minorité de très riches. On ne les a que trop vus au pouvoir. Les travailleurs doivent et peuvent les rejeter en affirmant leurs intérêts de classe, en mettant en avant leur camp et leurs perspectives, celle non seulement de se battre contre l'exploitation quotidienne mais aussi de la supprimer.

Ce ne sont pas les divisions de la gauche qui font le lit du FN. C'est l'abandon par la gauche de l'objectif de renverser le capitalisme. Le FN surfe sur la résignation et l'abattement mais cela aura une fin car, par la force des choses, le patronat ne laissera d'autre choix aux travailleurs que de se battre pour sauver leur peau.

Loin des calculs électoraux, il faut montrer qu'il y a dans la classe ouvrière des femmes et des hommes qui connaissent la seule voie pour s'en sortir : renverser la minorité capitaliste pour l'émancipation de tous les exploités.

## Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ	
Boniments gouvernementaux	3
Les grands patrons et l'impôt	3
Départements, métropoles, régions	4
Élections départementales	4
Guéant, une ombre au tableau	4
Élection partielle à Vénissieux	4
Le 9 avril, se faire entendre	5
Travailleurs indépendants	5
EPR de Flamanville	5
Logement et pauvreté	6
Sociétés autoroutières	6
Fin de vie et religion	6
Réforme ferroviaire	7
Areva : un naufrage capitaliste	7
Pesticides agricoles et cancers	7

Total et les paradis fiscaux	14
Fortune de 72 milliards de dollars	16
DANS LE MONDE	
Mali	8
Niger	8
Maroc	8
Turquie	9
Irak	9
Brésil	10
Guadeloupe	16
IL Y A 50 ANS	
États-Unis : la marche de Selma	10
EN 1910	
Journée internationale des femmes, une initiative du mouvement ouvrier	16

ENTREPRISES	
3 Suisses-Croix (Nord)	11
Thalès Étrelles (Ille-et-Vilaine)	11
Athis Cars - Athis-Mons	11
Saint-Jacques-de-la-Lande	11
Daher	12
Caen : contre les licenciements	12
Renault le Mans	13
ACI Villeurbanne	13
Pieux Ouest - Notre Dame d'Oé	13
Airbus Nantes	14
PSA Peugeot-Citroën	14
Renault : Carlos tu dors ?	14
Aide à domicile en lutte - Normandie	14
La Poste Toulouse	15
La Poste Cadillac - (Gironde)	15
Chèques Postaux - Orléans la Source	15

## Lutte Ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte Ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte Ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte Ouvrière* (rubrique « dans les kiosques ») on peut désormais trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte Ouvrière*.

## La reprise... des boniments gouvernementaux

Il y a un frémissement, des signes de reprise, affirme Hollande. De son côté, Valls assure que « le pays va mieux ». D'où leur vient ce subit optimisme ? De ce que les profits des entreprises du Cac 40 ont augmenté de 37% en 2014, car c'est bel et bien le seul résultat tangible dont ils peuvent se prévaloir.

Sur le chômage, Valls a mis en avant la baisse du nombre de chômeurs de catégorie A au mois de janvier, omettant de préciser que le nombre de chômeurs toutes catégories confondues avait augmenté. Il préfère aussi oublier que, pour 2015, les experts anticipent... une hausse. Selon eux, pour que le chômage recule, il faudrait dépasser les 1,5% de croissance, ce qui serait un quasi-miracle pour 2015.

Le gouvernement est aussi bien placé pour savoir que les salaires

vont stagner cette année puisqu'il fait partie des nombreux employeurs qui pratiquent leur blocage. Et c'est sans parler du pouvoir d'achat réel, amputé dans toutes les familles populaires par les reculs des services publics.

Du point de vue des travailleurs, il n'y a aucune raison de se réjouir. Et que le gouvernement parle de « reprise » dans un tel contexte montre qu'il n'est pas dans leur camp. Pour lui, la reprise n'est autre que celles des affaires du patronat. Avec 64 milliards



de profits rien que pour les groupes du Cac 40, avec le prix du pétrole et l'euro qui baissent et la politique propatronale du

gouvernement, les affaires de celui-ci peuvent aller bon train. Mais ce n'est de bon augure que pour le portefeuille de la bourgeoisie.

Les superprofits de 2014 ont été réalisés à chiffre d'affaires constant. Ils n'ont donc pas été pris sur les concurrents, ce ne sont pas des parts de marché gagnées grâce à la compétitivité. Ils ont été pris sur le dos des travailleurs. Ils viennent des suppressions de postes, de l'augmentation des cadences et du temps de travail, du gel des salaires. Loin d'annoncer le développement de la production et la croissance, ils reflètent l'accroissement de l'exploitation.

La seule reprise qui comptera pour le monde du travail sera celle des emplois et des salaires et la seule garantie de l'obtenir ce sera de se battre contre la rapacité patronale et la politique du gouvernement.

Lila Vermer

## Les grands patrons et l'impôt: rien, c'est encore trop

Il est de notoriété publique que Total, le plus grand groupe privé français et celui qui dégage le plus gros bénéfice, ne paye pas d'impôt sur les sociétés les bonnes années, très peu les mauvaises. Même Hollande s'est senti obligé de dire que cela n'était pas tout à fait normal.

L'Association française des entreprises privées (Afed), qui représente les plus grands groupes privés du pays, a donc sorti une calculatrice magique selon laquelle au contraire plus les patrons sont gros, plus ils sont malheureux. En effet, d'après les calculs de l'Afed, bien que bénéficiant de tous les crédits d'impôt imaginables, pratiquant avec maestria l'art de l'optimisation fiscale,

empochant des subventions multiples et bénéficiant des commandes d'État, les grandes entreprises paieraient tout de même plus que leur part. Et l'Afed de mélanger joyeusement la taxe foncière avec les cotisations sociales, la taxe sur les dépenses de publicité avec celle sur les véhicules d'entreprise, en ne donnant évidemment que des chiffres globaux invérifiables et en demandant qu'on la croie sur parole.

Ayant ainsi démontré que les grandes entreprises payent trop, leur porte-parole conclut logiquement en exigeant une baisse des prélèvements obligatoires. Cela ira droit au cœur des travailleurs dont les impôts augmentent, d'un

retraité par exemple qui vient de devenir impossible parce qu'on a supprimé la demi-part des veufs et veuves.

Les chiffres donnés par les services de l'État disent pourtant tout autre chose. L'impôt sur les sociétés est passé de 50% du bénéfice sous Giscard à 34,43% aujourd'hui. Le

gouvernement propose de faire encore descendre ce taux à 32%, tout en sachant pertinemment que les grandes sociétés s'arrangent pour n'être imposées qu'à 20% en moyenne. Et ce n'est encore que l'arbre qui cache la forêt.

En fait, toute la société est organisée en fonction de la soif de profits de ces

quelques grands groupes: c'est pour eux qu'on licencie, pour eux qu'on fait les guerres, pour eux qu'on étrangle les budgets publics, pour eux qu'on baisse les salaires, les pensions et les allocations. C'est dire que la vraie justice fiscale sera rendue le jour où on les expropriera.

Paul Galois

## Combien pour vivre décemment ?

L'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, l'Orpes, organisme dépendant du ministère des Affaires sociales et de la Santé, a chiffré le revenu minimum permettant de vivre décemment dans une ville moyenne comme Tours ou Dijon. D'autres villes ou régions

nécessiteraient des correctifs, souvent fortement à la hausse.

Pour une personne vivant seule, ce revenu minimum serait de 1424 euros si elle vit en HLM, 1571 euros dans le parc privé. Pour un couple avec deux enfants, il serait de 3284 euros en HLM, 3515 euros dans le

privé.

Ces chiffres, élaborés par un organisme officiel, donnent une idée de ce que devraient être les salaires et les retraites. Quant au montant du smic, 1136 euros net pour un temps complet, on voit ce qu'il est: indécent.

V. G.

## 23,24,25 mai à Presles (Val-d'Oise): la Fête de Lutte Ouvrière

La Fête de Lutte Ouvrière aura lieu, comme chaque année, lors du week-end de la Pentecôte, c'est-à-dire les samedi 23, dimanche 24 et lundi 25 mai, à Presles, dans le Val-d'Oise. Toutes les attractions, artistiques, scientifiques et festives, seront détaillées dans le journal et sur notre site - [fete.lutte-ouvriere.org](http://fete.lutte-ouvriere.org) - ces prochaines semaines.

Les cartes d'entrée, valables trois jours, sont d'ores et déjà disponibles. Jusqu'au 12 avril, elles sont vendues au tarif réduit de 12 euros pour les trois jours. Les bons d'achat - d'un pouvoir d'achat de cinq euros, mais vendus quatre euros - sont également disponibles.

Vous pouvez vous procurer cartes et bons d'achat, soit auprès de nos camarades, soit en écrivant à: Lutte Ouvrière - BP 233 - 75865 Paris Cedex 18 Indiquez dans votre courrier le nombre de cartes et de bons d'achat demandés, en joignant un chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière, sans omettre d'indiquer l'adresse d'expédition et un numéro de téléphone. Envoi franco.

... et à bientôt à la Fête!



## Fêtes régionales de Lutte Ouvrière

### Montbéliard

Samedi 14 mars à partir de 16 heures

La Roselière, place du Champs-de-Foire

### Creil

Samedi 21 mars à partir de 16 heures

Salle Georges-Brassens, Villers-Saint-Paul

# Départements, métropoles, régions : une même politique de classe

L'Assemblée nationale a adopté en première lecture le 6 mars une loi sur une « nouvelle organisation territoriale » entre départements, régions et métropoles. La deuxième lecture, d'où doit sortir le texte définitif, est prévue... après les votes des 22 et 29 mars destinés à l'élection des conseillers départementaux. Autrement dit, la campagne électorale actuelle se déroule sans que l'on connaisse les attributions des futurs élus.

Ce qui est certain, c'est que les collectivités locales, qu'il s'agisse des départements, des régions ou des métropoles, continueront à arroser les capitalistes. Les

« aides aux entreprises » sont d'ailleurs placées en tête du projet de loi. Elles continueront de faire partie des « compétences » des régions, cela n'est remis

en cause par aucun des députés. Après en avoir débattu, ils ont prévu qu'un département pourra, lui aussi, continuer à donner de l'argent public au patronat, à condition de s'être mis d'accord avec la région. Ces aides s'ajouteront à celles de l'État, comme le CICE, pour gonfler les profits des grandes sociétés, dont certaines suppriment des emplois sans s'inquiéter des conséquences catastrophiques à l'échelle d'une

ville, d'un département ou d'une région.

Pour financer ces subventions, quelle que soit la main qui tient le robinet, ce qui est utile à la population doit connaître un nouveau tour de vis. Par exemple, pour accroître leurs recettes, les départements sont de plus en plus nombreux à faire payer le transport scolaire. Et cette détérioration n'est sans doute pas terminée, car il est prévu que dans

deux ans les départements connaîtront, pour l'ensemble de leurs dépenses, une baisse de 4 milliards d'euros des dotations que leur verse l'État, huit fois la perte qu'ils ont subie en 2014. Et ce n'est pas parce que la gestion du transport scolaire doit être transférée des départements aux métropoles et aux régions que la recherche d'économies sur le dos de la population disparaîtra.

Jean Sanday

## Élections départementales : UMP, PS, FN, le bal des hypocrites

La campagne pour les élections départementales, dont le premier tour aura lieu le 22 mars prochain, bat son plein. Et les ténors des grands partis rivalisent d'hypocrisie. Le PS, qui dirige 59 départements et redoute une déroute en raison de l'impopularité du gouvernement, insiste sur

les enjeux locaux. L'UMP, qui lorgne sur le pactole mais est concurrencé par le FN, tient également ce discours, en insistant sur « l'ancrage local » de ses notables. En réalité, au lendemain du scrutin, les politiciens et les médias en tireront des conclusions politiques nationales, sur

la progression de uns ou le recul des autres.

Les prérogatives des départements sont incertaines. Valérie Pécresse, députée UMP des Yvelines, a ainsi expliqué sans rire à la radio, lundi 9 mars, que les départements, c'est « le social, la ruralité, l'aménagement du territoire, (...) le handicap,

les personnes âgées, la pauvreté, le retour vers l'emploi ».

En fait, l'UMP et le PS voulaient supprimer les départements pour faire des économies. Ils y ont renoncé pour l'instant mais, quelle que soit la répartition des compétences, la baisse de la dotation de l'État aux collectivités locales est lourde

de conséquences. Sur la période 2015-2017, cette dotation doit diminuer de 11 milliards d'euros, dans le cadre des cadeaux aux entreprises du « pacte de responsabilité ».

Les handicapés, les personnes âgées et les pauvres en général apprécieront.

Michel Bondelet

## Guéant : une ombre aux tableaux

Claude Guéant, grand ami et ex-ministre de l'Intérieur de Sarkozy, est sorti de garde à vue samedi 7 mars et a été mis en examen. Il est accusé d'avoir en 2007 vendu à l'étranger deux tableaux d'une valeur de 500 000 euros, sans autorisation d'exportation ni déclaration au fisc. Mais surtout, il est soupçonné d'avoir ainsi alimenté le compte de campagne de Sarkozy.

Quel rapport avec la peinture ? C'est que, lorsqu'en 2008 on a trouvé chez lui trace d'un virement de 500 000 euros, Guéant a déclaré que cet argent provenait de la vente à un avocat malaisien de deux tableaux d'un peintre flamand du 17<sup>e</sup> siècle. Exportation de tableaux sans autorisation et vente sans déclaration au fisc, voilà qui tombe sous le coup de la loi. Mais le prix de vente, pour de petits tableaux d'un peintre peu connu, semble largement surévalué. Plus gênant encore : personne, à part Guéant, n'a jamais vu ces tableaux. Il dit qu'ils

ont été achetés, prétend-il, dans les années 1990 par sa femme, malheureusement morte en 2008. Pas trace d'eux non plus en Malaisie, pas plus que du prétendu avocat acheteur.

En revanche le compte malaisien qui a payé les 500 000 euros semble avoir été alimenté par un homme d'affaires saoudien lié à la droite française, dont le nom est cité dans le dossier Karachi : des vedettes vendues au Pakistan et à l'Arabie saoudite, à l'origine de pots-de-vin ayant alimenté en 1995 le compte de la campagne présidentielle de Balladur, dont Sarkozy, le grand ami de Guéant, était le porte-parole, après avoir été son ministre du Budget.

Rien de bien clair dans cette affaire, à part l'absence complète de tableaux. En revanche l'obscurité domine : hommes de paille, pots-de-vin, financements occultes et liaisons troubles entre politique et affaires. Pas trace d'art là-dedans mais, en matière de cuisine politicienne, un cas d'école.

Vincent Gelas

## Des candidats de Lutte Ouvrière : aux départementales

Lors des élections départementales, Lutte Ouvrière sera présente dans un nombre limité de cantons. Dans leur profession de foi, ses candidats affirment notamment :

- Le seul moyen de mettre fin au chômage, cette catastrophe pour les classes populaires, est d'imposer aux grandes entreprises, au grand patronat, l'interdiction des licenciements et le partage du travail entre tous sans perte de salaire.
- Il est juste et nécessaire d'augmenter les salaires, les allocations et les pensions dont les niveaux d'aujourd'hui ne permettent pas de vivre décemment.

- La dictature des capitalistes de l'industrie, de la finance et de la grande distribution sur l'économie mène la société droit dans le mur. Les grandes entreprises et les banques doivent fonctionner dans la transparence, en rendant publics tous leurs comptes et en se soumettant au contrôle des classes populaires.

Voter pour les candidats de Lutte Ouvrière, ce sera affirmer le camp des travailleurs et leurs intérêts politiques. Ils seront présents dans les cantons suivants : Château-Thierry (Aisne), Rochefort (Charente-Maritime), Lannion (Côtes-d'Armor), Chartres-1 (Eure-et-Loir),

Saint-Nazaire-1 et Saint-Nazaire-2 (Loire-Atlantique), Val de Lorraine Sud (Meurthe-et-Moselle), Fourmies (Nord), Maubeuge (Nord), Beauvais-1 et Beauvais-2 (Oise), Montrouge-Malakoff (Hauts-de-Seine), Livry-Gargan-Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), Argenteuil-1, Argenteuil-2 et Argenteuil-3 (Val-d'Oise). Pour en savoir plus, rendez-vous sur le site de Lutte Ouvrière, onglet « En régions ».

Nos camarades de Combat Ouvrier se présentent également dans le canton de Capesterre-Belle Eau, en Guadeloupe. Voir <http://www.combat-ouvrier.net>

Michel Bondelet

## à l'élection municipale de Vénissieux

L'élection municipale de 2014 à Vénissieux ayant été annulée par le Tribunal administratif, puis par le Conseil d'État, elle aura de nouveau lieu les 22 et 29 mars.

L'annulation est due à la présence de candidats ayant été trompés sur la liste d'extrême droite conduite par Benedetti

et Gabriac (présidents de l'Œuvre française et des Jeunesses nationalistes, organisations violentes dissoutes). Cette liste ne sera pas présente cette année, mais par contre le FN, absent en 2014, sera là en 2015. L'élection avait été emportée par la liste à majorité communiste.

Lutte Ouvrière, dont la

liste avait obtenu 2,67 % des voix en mars 2014, présente de nouveau une liste cette année, la très grande majorité de ses candidats d'alors ayant répondu « présent ». Comme en 2014, nous ferons entendre dans ces élections « le camp des travailleurs ».

# 9 avril : saisir l'occasion de se faire entendre

Les syndicats CGT, FO, FSU et Solidaires appellent l'ensemble des travailleurs du public et du privé à faire grève et à manifester le 9 avril prochain contre les « politiques d'austérité ». *« Le pacte de responsabilité, la rigueur budgétaire, la réforme territoriale, nombre de dispositions du projet de loi libérale de Macron, ainsi que plusieurs décisions des pouvoirs publics et du patronat aggravent la situation des salariés, des retraités et des chômeurs »*, peut-on lire dans la déclaration syndicale commune datant du 18 février.

Depuis des mois en effet, le patronat multiplie les attaques contre les travailleurs, avec l'aide du gouvernement. Les grandes entreprises

du CAC40 ont augmenté leurs profits de 37 % et les actionnaires se sont distribué 56 milliards de dividendes tirés de l'exploitation du travail de centaines de milliers de salariés, mais les licenciements continuent et les salaires restent bloqués. Les grands patrons continuent d'obtenir du gouvernement des milliards d'aides, le CICE, le pacte de responsabilité, des allègements de cotisations sociales, qui

signifieront autant d'emplois en moins dans les hôpitaux, dans les transports, dans les écoles.

Nombre de militants ouvriers savent que ce n'est pas par le dialogue social, prôné par les gouvernements et les directions des confédérations syndicales, qu'il sera possible d'imposer des reculs aux patrons, mais par un rapport de force. Les travailleurs doivent retrouver confiance dans leur capacité à rendre les

coups, et pour ce faire être déjà convaincus qu'ils sont dans leur bon droit en défendant leurs revendications.

L'appel syndical à cette journée du 9 avril vient tard, alors que depuis des mois les attaques contre les travailleurs et leurs droits se multiplient. Mais elle peut être un début, si les travailleurs saisissent l'occasion de faire entendre leurs intérêts.

**Aline Rétesse**

## Travailleurs indépendants : alliés ou adversaires des salariés ?

Lundi 9 mars, des petits commerçants, artisans et travailleurs indépendants ont manifesté à Paris, suite à l'appel de collectifs de petits patrons diffusé sur Internet.

La diversité de ces milliers de manifestants était celle des cinq millions de personnes concernées par le Régime social des indépendants (RSI) contre lequel ils protestaient. On y trouvait aussi bien des petits patrons aisés, pour qui toute cotisation, tout impôt est un vol, que des travailleurs indépendants vivant plus mal que bien des salariés.

Les dysfonctionnements du RSI sont réels, les cotisations sont élevées et les reversements, surtout les retraites, faibles. Les calculs sont obscurs et les erreurs fréquentes. Mais, au-delà des questions de cotisations, c'est la crise elle-même qui enfonce nombre de travailleurs indépendants dans les difficultés. Ils souffrent

avant tout de la baisse de la consommation populaire, conséquence du chômage massif, du blocage des salaires et des retraites. Il n'y a pas que les salariés et les allocataires qui attendent le 5 du mois : bien des commerçants des quartiers populaires aussi.

Pourtant, ceux qui prétendent parler pour les travailleurs indépendants, les organisateurs des manifestations entre autres, loin de montrer leur communauté d'intérêts avec les salariés, les incitent au contraire à se tourner contre eux. C'est aussi évidemment ce que font les politiciens de droite et d'extrême droite qui viennent souffler sur les braises dans leurs manifestations, comme on l'a vu le 9 mars et comme la télévision l'a complaisamment

montré.

Les travailleurs indépendants ne sont pas voués par nature à servir de masse de manœuvre à ces politiciens. Ils peuvent aussi se ranger au côté des travailleurs salariés. On l'a vu à plusieurs reprises, dans des proportions modestes il est vrai, quand des travailleurs se battaient contre des fermetures d'usine qui ruinaient toute une ville. Ce qui s'est fait spontanément à petite échelle peut se reproduire à une échelle plus vaste.

Une telle alliance aurait pour premier effet de priver l'extrême droite d'une partie de ses troupes. Mais les travailleurs indépendants ne suivront les travailleurs salariés que si ceux-ci leur inspirent confiance, c'est-à-dire s'ils se battent résolument contre le système capitaliste en donnant ainsi une perspective à toute la population travailleuse.

**Nicolas Carl**

## EPR de Flamanville : EDF et Bouygues, trafiquants de main-d'œuvre

Mardi 10 mars a commencé à Cherbourg le procès de plusieurs sociétés pour emploi illicite de salariés sur le chantier du réacteur nucléaire EPR de Flamanville. Bouygues, sa filiale Quille et la société Welbond armatures sont poursuivis pour « recours aux services d'une entreprise pratiquant le travail dissimulé, prêt illicite de main-d'œuvre et marchandage ».

Les entreprises en cause sont une agence d'intérim, Atlanco Limited basée à Chypre, et une société roumaine, Elco, qui avaient embauché 163 ouvriers polonais pour Atlanco Limited et 297 ouvriers roumains pour Elco entre juin 2008 et octobre 2012.

Le procès, qui aurait dû se tenir en octobre 2014, avait été reporté car Atlanco Limited était aux abonnés absents, avec ses sièges et ses boîtes aux lettres disséminés dans des paradis fiscaux. Il s'ouvre finalement avec retard et en l'absence d'Atlanco Limited. Les sociétés incriminées devront répondre de multiples violations au Code du travail et le procès permettra de dénoncer le montage entre les donneurs d'ordres, dont Bouygues, et les sociétés d'intérim. D'après l'avocat de la CGT, partie civile dans le procès, ce montage aurait permis de ne pas payer 3,6 millions d'euros de cotisations sociales, en ne déclarant pas ces travailleurs en France. Ces sociétés auraient utilisé frauduleusement une directive européenne de 1996 en vertu de laquelle une entreprise peut détacher des salariés dans un autre pays de l'Union européenne, à

certaines conditions.

Aujourd'hui, selon un rapport sénatorial de 2013, il y aurait entre 220 et 300 000 travailleurs « détachés » employés illégalement en France pour le plus grand profit des margoulines de l'intérim et des géants du BTP comme Bouygues et aussi EDF, pour le compte de qui Bouygues construit l'EPR de Flamanville. Et l'Office central de lutte contre le travail illégal a listé des infractions, comme l'absence de bulletins de paye, le non-respect du smic, le camouflage de près d'un quart des accidents du travail, etc.

Atlanco Limited a déjà été condamné en février 2014 par le conseil des prud'hommes de Cherbourg à verser six mois de salaire à 59 ouvriers polonais. Dans le procès en cours, des amendes de 225 000 euros pourraient être demandées contre les sociétés mises en accusation et l'Urssaf pourrait leur réclamer les millions d'euros non versés en cotisations sociales. Ce ne serait que justice que les droits de ces travailleurs polonais et roumains soient reconnus.

**Cédric Duval**



# Logement: Valls ajoute de la pauvreté à la pauvreté

Après les attentats contre *Charlie Hebdo* et l'épicerie casher de la porte de Vincennes, Manuel Valls avait dénoncé « l'apartheid territorial, social et ethnique qui s'est imposé à notre pays ». Il a maintenant rendu publiques les mesures qu'il entend prendre en matière de logement pour y remédier, et elles sont dérisoires.

Il s'agit tout au plus de formules vides destinées à faire croire que le gouvernement agit. Les préfets pourront ainsi se substituer aux maires en accordant les permis de construire et en préemptant les terrains pour bâtir des HLM dans les villes qui ne construisent pas assez de logements sociaux. Cette mesure, présentée comme nouvelle, existe en fait depuis quinze ans, et elle n'a jamais été appliquée.

Les préfets ne souhaitent pas imposer des logements pour les pauvres dans les villes aisées de leur département, et le gouvernement n'a aucune envie de les y forcer.

La reconstruction dans d'autres communes des HLM détruits dans les quartiers pauvres, ou encore l'obligation de ne pas reloger systématiquement les bénéficiaires du droit au logement opposable dans les zones déjà

sinistrées socialement, sont tout aussi illusoirs. De l'argent pour construire des HLM, Valls n'a pas l'intention d'en débloquent. Il a même déclaré : « *Tout ne se réglera pas à coup de millions supplémentaires.* »

Loin de « casser les ghettos », comme le prétend Valls, sa politique contribue à les renforcer. Une partie de la population ouvrière s'appauvrit et n'a d'autre choix que de se concentrer dans les mêmes quartiers déshérités. La pénurie de logements bon marché, entretenue par le gouvernement, aggrave encore la situation.

Les mesurettees annoncées à quelques jours d'une élection ne risquent pas d'y changer grand-chose.

Daniel Mescla

## Fin de vie et religions: le front commun de l'obscurantisme

Alors que l'Assemblée nationale discute d'une nouvelle loi qui introduirait la possibilité d'une « sédation profonde et continue » pour les malades en fin de vie, des responsables religieux chrétiens, juifs et musulmans, unanimes, sont montés au créneau.

« *L'interdit de tuer doit être préservé* », ont écrit en titre de leur texte commun un cardinal catholique, le président de la Fédération protestante, le président de l'Assemblée des évêques orthodoxes, le grand rabbin de France et le président d'honneur du Conseil du culte musulman. Cette formule hypocrite fait l'unanimité chez les représentants de toutes ces religions, et c'est bien logique. Derrière leur prétendue défense de la vie humaine, il y a en réalité

la volonté de peser sur un choix de société avec leurs préceptes religieux et leurs dogmes, pour entretenir l'influence morale de leurs différentes chapelles.

Évidemment, en ce qui concerne la fin de vie, aucune solution n'est simple. Et si on ne peut qu'être bouleversé par le calvaire que peuvent vivre certaines personnes que la médecine ne peut pour l'instant pas guérir, il est aussi compréhensible de se soucier des conséquences que peut

avoir, dans une société qui ne jure que par le profit, chaque loi qui permet d'abrèger les souffrances de quelqu'un.

L'intervention de ces responsables religieux n'affronte même pas explicitement le problème des souffrances d'une personne en fin de vie. Selon leurs religions, ce problème n'existe pas car les êtres humains doivent se soumettre à Dieu... c'est-à-dire en fait aux règles édictées par ceux qui se prétendent ou se sont prétendus ses représentants. Cela veut dire se soumettre aux préjugés d'aujourd'hui, et même d'hier, dont ils fournissent un bel exemple.

Pierre Royan

### DÉTECTEUR D'ENFUMAGE POLITIQUE



## Autoroutes: profits garantis

Le député PS Chanteguet, chargé par Manuel Valls d'animer un groupe de travail parlementaire sur les concessions autoroutières, vient de démissionner de ce groupe en déclarant que « les dés étaient pipés ».

En septembre, un rapport de l'Autorité de la concurrence avait pointé du doigt la rentabilité très importante des capitaux investis dans les sociétés d'autoroutes lors de leur privatisation en 2006, reprenant les conclusions de la Cour des comptes de 2013. Le gouvernement avait donc fait mine de se fâcher et de défendre les automobilistes. La ministre Royal s'est élevée dans les médias contre les hausses des péages dépassant nettement l'inflation et Valls a semblé menacer les géants du secteur, comme Vinci ou Eiffage, d'une résiliation de leur concession équivalant à une renationalisation. Le groupe de travail du député Chanteguet devait examiner cette solution.

En fait ce député a dû constater que ce n'est ni l'intérêt des usagers, ni celui de l'État qui a prévalu,

mais uniquement celui des capitalistes du secteur, suite aux pressions du pouvoir exécutif, c'est-à-dire du gouvernement. Les hausses de tarifs sont en route et Macron, le ministre de l'Économie, a déclaré qu'une résiliation des concessions n'était plus envisagée, ramenant les déclarations de Royal et de Valls à ce qu'elles étaient: un enfumage.

Tous les acteurs de ce feuilleton ont donc joué un rôle pour masquer la décision prise par le gouvernement: pas touche aux profits des sociétés d'autoroute! Le député estime qu'en vingt-cinq ans leurs actionnaires auront touché 60 milliards d'euros de dividendes, que les automobilistes auront payés de leur poche, à moins qu'ils ne se rebiffent.

Lucien Déroit

## Fil rouge

### Plus le mensonge est gros

Il est difficile de distinguer, dans les rangs du FN, entre les politiciens y voyant le plus court chemin vers la mangeoire et les petits nazis qui n'hésitent pas à dire tout haut sur Internet ce que les anciens du parti d'extrême droite ont appris à cacher.

Dernière méthode en vogue, le gros mensonge. Le responsable de la fédération du Rhône a ainsi déclaré qu'une étude du groupe Casino en vue d'implanter des rayons halal dénombrait 12 à 14 millions de musulmans en France. En réalité, l'étude n'a jamais

existé, et le chiffre s'approche plutôt du nombre de musulmans en Europe. Mais qu'importe de mentir sans scrupules, si cela permet d'attiser les peurs, le racisme, et d'attirer des voix.

### Valls ne sait plus où est la gauche

Lors de sa campagne pour convaincre les électeurs de gauche de voter PS malgré leur écœurement, Valls s'est demandé: « *Où sont les intellectuels? Où sont les grandes consciences de ce pays, les hommes, les femmes de culture, qui doivent monter, eux aussi, au créneau? Où est la*

gauche?»

Ce Premier ministre ne sait pas ce qu'il fait de ses affaires. Car la gauche est, depuis longtemps, là où lui et ses amis du Parti socialiste l'ont mise: occupée à prendre toutes les mesures antiouvrières que lui ordonnent les capitalistes, et qui font le lit du FN.

### Tout va très bien, madame la Duchesse

Hollande, en visite chez son homologue luxembourgeois, a dû répondre à un journaliste qui évoquait l'évasion fiscale massive des plus grandes entreprises de la planète, avec la

complicité des dirigeants de ce paradis fiscal.

Les réponses ont été embarrassées. Imitant son collègue luxembourgeois, Hollande a dit que dans ce domaine, « *il y a eu des progrès considérables accomplis* ». Puis les deux dirigeants ont mis fin à la conférence de presse plus tôt que prévu, sous prétexte qu'ils allaient déjeuner chez le grand-duc. Il n'y a pas que les capitaux qui fuient!

### La dure vie des actionnaires

L'actionnaire est un animal capricieux et

volage. Lui distribuer des dividendes par centaines de millions ne suffit plus à le satisfaire, pas plus que de racheter des actions pour les détruire afin de faire monter leur cours.

Certains dirigeants de grandes entreprises ont donc trouvé la solution pour que les actionnaires leur restent fidèles: leur distribuer des bons d'achat. Après Starbucks avec son bon pour un café, c'est Marks et Spencer qui se lance, avec une ristourne de 10% sur les scones, marmelades et autres thés anglais. Mais on attend encore la décision du PDG des dragées Fuca!

# Réforme ferroviaire : entre banquiers et usagers, il faut choisir

La réforme ferroviaire votée l'été dernier entre progressivement en application. Une étude commandée par le Comité central d'entreprise de la SNCF a récemment détaillé certaines de ses conséquences.

La réforme prévoit 1,2 milliard d'économies supplémentaires à SNCF Mobilité (chargée de l'exploitation) d'ici 2020 par l'augmentation de la productivité du travail. Cela signifie une accélération des suppressions d'emplois, estimées à 10 000 d'ici cinq ans.

Pepy, président de la SNCF, a démenti, en prétendant que la SNCF allait au contraire embaucher. On peut difficilement être de plus mauvaise foi. La SNCF continuera certes à embaucher, même l'État grec l'a fait, mais en ne remplaçant qu'une partie des départs en retraite et donc en détruisant l'emploi.

Côté SNCF Réseau, vu l'état lamentable des lignes

dont il doit assurer l'entretien, les suppressions d'emplois ne sont pas prévues avant 2020, mais après. En revanche, la réforme prévoit, là aussi sous prétexte de diminuer la dette, une économie supplémentaire de 500 millions d'euros par an d'ici 2020. La dette a bon dos puisque, en 2004, l'État a baissé sa subvention publique à l'entretien du réseau exactement de ce montant de 500 millions.

Pour combler ce trou et continuer à engraisser les banquiers, SNCF Réseau devra d'une part augmenter les péages pour l'utilisation des voies, d'autre part supprimer l'entretien des lignes secondaires.

Concernant les péages, ils ont justement explosé,

entraînant une hausse du prix des billets de train depuis 1998 supérieure de 15% à la hausse du prix des autres moyens de transport. Conséquence, la part du train a largement reculé au détriment en particulier de la voiture... entraînant la hausse des péages. Ce cercle vicieux va encore s'accroître.

Tout cela ne suffisant pas, SNCF Réseau envisage la fermeture de nombreuses lignes secondaires. Celles-ci n'étant plus entretenues depuis bien longtemps, leur entretien ou leur régénération sont indispensables et coûteux. Les dirigeants de la SNCF préfèrent les supprimer purement et simplement et les remplacer par des autocars. Cela tombe bien, la loi Macron, la loi fourre-tout des patrons, a fait sauter le dernier verrou en permettant la libre circulation des autocars



sur le territoire. Ce sont des milliers de kilomètres de lignes qui sont très directement menacés. Et tant pis pour les usagers devant renoncer aux trains non seulement régionaux mais

aussi inter-régions.

La construction du chemin de fer a enrichi le capitalisme du 19<sup>e</sup> siècle. Le capitalisme sénile s'engraisse de sa destruction.

Christian Bernac

## Areva : un naufrage capitaliste

Les médias se sont abondamment étendus sur les raisons de la perte énorme de près de cinq milliards d'euros d'Areva, due notamment aux réacteurs nucléaires EPR de nouvelle génération.

En fait quand Areva s'est lancé dans ce domaine, il ne savait pas construire ces réacteurs. Jusqu'à présent plusieurs sont en chantier, mais aucun ne fonctionne. Le pire étant celui de Finlande avec déjà neuf ans de retard. Les scientifiques liés à Areva et à EDF étaient réticents au départ. Sachant que le futur réacteur n'était pas encore au point, ils auraient souhaité avoir encore quelques années pour avancer leurs recherches et en mettre au point un vraiment nouveau. Mais pour les dirigeants d'Areva, il fallait se saisir d'un marché qui risquait de leur échapper, on verrait bien après. Ils s'en sont donc saisis et le désastre a commencé aussitôt. Il n'est toujours pas fini...

L'autre source de pertes a été la rocambolesque affaire d'Uramin. Il s'agissait d'une toute récente société canadienne censée posséder des gisements d'uranium dans plusieurs pays africains, mais n'en ayant jamais exploité aucun. Cette société était à vendre, et Areva flairant la bonne affaire décida de l'acheter, à l'époque (avant Fukushima) où le cours de

l'uranium était très élevé. Areva paya fort cher pour Uramin, et encore fort cher pour faire des travaux préparatoires (notamment une usine de dessalement d'eau de mer en Namibie) sans que l'on ait jamais vérifié s'il y avait là réellement de l'uranium exploitable. En fin de compte il s'avère qu'il n'y a pas d'uranium avec une teneur intéressante. D'autant que les cours de l'uranium, après Fukushima, ont dégringolé de plus des deux tiers.

Ajoutons à cela qu'actuellement le développement du nucléaire dans plusieurs pays du monde marque un temps d'arrêt et que cela pèse aussi sur les comptes d'Areva. Et pour finir, il est de notoriété publique que les relations des dirigeants d'Areva, d'EDF et de quelques autres acteurs du secteur ont été empoisonnées, les coups fourrés étant plutôt la règle. Et cela dans des entreprises contrôlées par l'État, à 86,5% pour Areva et 84,5% pour EDF ! Le gouvernement a déclaré, et ce n'est pas la première fois, qu'il fallait un rapprochement et une collaboration entre Areva, EDF et consorts.

Mais de toute cette cuisine les travailleurs ne sont nullement responsables. Or ils sont bel et bien menacés, et pas seulement eux. La sûreté nucléaire aussi est à risque.

Le rapprochement EDF Areva risque d'entraîner des suppressions de postes, notamment les doublons. Il devrait y avoir un non-remplacement des départs en retraite, jusqu'en 2018 ou 2020. Le nouveau patron d'Areva a déclaré vouloir faire tout « pour que, s'il doit y avoir des départs, ils se fassent sur la base du volontariat », ce qui est particulièrement inquiétant. Dans l'immédiat, un milliard d'euros d'économies sont prévus.

Mais ce n'est pas tout. Actuellement trois organismes, Areva, EDF et le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), surveillent les installations nucléaires. Certains calculs des uns sont vérifiés par les autres. C'est évidemment plus pesant, mais c'est plus sûr. Mais une fusion des trois entités, si elle entraînait sans doute des économies pour les actionnaires, signifierait aussi moins de contrôle.

Le nucléaire est décidément à la merci des électrons libres du capitalisme...

André Victor

## Pesticides agricoles et cancers : la longue lutte des victimes

Le 9 mars, la Cour de cassation a annulé la condamnation de l'État à indemniser un agriculteur, céréalier en Meurthe-et-Moselle, qui avait développé en 2002 un cancer du sang dû à son exposition aux pesticides.

Un tribunal avait pourtant reconnu ce cancer comme maladie professionnelle en 2006. Puis la cour d'appel de Nancy avait validé en mars 2013 un jugement qui faisait le lien entre d'une part l'exposition aux pesticides et la maladie, d'autre part des infractions à l'étiquetage des produits de la part des fabricants de pesticides, « sans lesquelles [l'agriculteur] ne se serait pas exposé sans précautions et n'aurait pas développé cette pathologie ». La présence de benzène, la molécule cancérigène, n'était même pas mentionnée sur les étiquettes. Aucune précaution particulière n'était recommandée, il n'y avait que la mention « Attention aux irritations ».

C'était la première fois en France que l'État était condamné à indemniser ce type de préjudice, libre à lui de se retourner ensuite contre les fabricants de pesticides pour se faire rembourser. Cela aurait pu faire jurisprudence pour des dizaines de dossiers similaires actuellement en cours, qui concernent plusieurs centaines d'agriculteurs. Mais les magistrats

parisiens ont décidé de casser ce jugement et de renvoyer l'affaire devant la cour d'appel de Metz, sous prétexte que « le respect par les fabricants de leurs obligations en matière d'étiquetage doit s'apprécier au regard de la réglementation applicable au moment de sa mise en circulation ».

Ce cas n'est pas unique, loin de là. Les agriculteurs atteints de cancers, probablement dus aux pesticides qu'ils ont employés pendant des années rencontrent les mêmes obstructions et les mêmes lenteurs quand ils essaient de les faire reconnaître comme maladies professionnelles. Ils doivent faire face à l'opposition des fabricants de produits phytosanitaires, pour la plupart de puissants trusts comme Bayer, BASF. Ils sont aussi confrontés à la mauvaise volonté des pouvoirs publics, qui ne sont pressés ni de créer des tableaux de maladies professionnelles permettant l'indemnisation automatique des malades, ni de demander des comptes à ces trusts et d'interdire tous les produits nocifs.

Valérie Fontaine

## Mali : le borbier de l'impérialisme français

**Vendredi 6 mars, à Bamako, la capitale du pays, un attentat dans un bar fréquenté par des expatriés a fait cinq morts. Dimanche 8 mars, à Kidal, une ville du Nord-Mali, des tirs de roquette sur un camp militaire de l'ONU ont tué un soldat, et aussi deux enfants qui se trouvaient dans un campement juste à côté. Deux ans après le déclenchement de l'intervention militaire française qui prétendait ramener la paix, le Mali est au bord d'un nouvel épisode de guerre civile.**

En janvier 2013, l'armée française était intervenue pour stopper la progression des troupes touareg et des milices islamistes vers la capitale, et pour sauver la mise à l'armée régulière malienne qui menaçait de s'effondrer. Le président malien Ibrahim Boubacar Keita, élu dans la foulée de

l'intervention française, allait ensuite tenter de négocier avec les représentants des groupes armés du Nord, en cherchant à amadouer les uns pour s'en faire des alliés contre les autres.

Ainsi, le groupe militaire Mujao (Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest) qui en

2013 avait pris le contrôle de Gao, une des villes du Nord, a enfanté d'un côté le groupe islamiste al-Mourabitoune, qui a revendiqué l'attentat du bar de Bamako. De l'autre, il en est sorti le groupe Gatia (Groupe d'auto-défense touareg imghad et alliés) qui est devenu un des bras armés de Bamako dans le Nord-Mali. Plus généralement, dans cette région où l'armée régulière reste retranchée dans ses camps militaires d'où elle n'ose sortir, on ne compte plus le nombre de milices qui ne cessent de se diviser et se multiplier.

Depuis plusieurs mois, le pouvoir central est en négociation avec des représentants de ces forces. Il tente d'obtenir un accord en

reconnaissant une part d'autonomie à travers la création d'assemblées locales, en promettant l'intégration des milices dans l'armée régulière, et bien sûr en distribuant des responsabilités politiques et bénéfiques économiques aux leaders les plus conciliants.

Si début mars un document a été « paraphé », selon l'expression de certains signataires, plusieurs organisations ont cependant immédiatement annoncé qu'elles n'avaient pas pour autant « signé » cet accord et qu'elles souhaitaient d'abord « consulter leur base ». De toute façon, même dûment signé, un tel accord ne serait la garantie de rien, vu la facilité avec laquelle ces milices se divisent, se

disloquent et se reforment.

Quelles que soient les responsabilités des différentes milices dans le chaos actuel, c'est l'impérialisme français qui en est la source. Car, dans cette région qui fait partie de sa zone d'influence, c'est lui qui cherche à tirer les ficelles pour maintenir sa domination, en manœuvrant directement par l'intermédiaire de ses soldats ou indirectement à travers le pouvoir malien d'Imbrahim Boubacar Keita. Et la présence de ce dernier à la manifestation du 11 janvier à Paris à la droite de Hollande suite aux attentats contre *Charlie Hebdo*, en était le symbole.

**Pierre Royan**

## Niger : Areva licenciée déjà

**La filiale d'Areva chargée du chantier de la mine d'uranium géante d'Imouraren, au Niger, va quasiment mettre la clef sous la porte. 180 de ses 220 salariés ont été licenciés au 31 janvier 2015, suite à la décision prise par le groupe d'interrompre les travaux de la mine. Il en sera forcément de même pour les 1 100 travailleurs employés par les entreprises chinoises sous-traitantes.**

Imouraren devait être la seconde mine du monde, à un moment où les cours de l'uranium montaient et où la demande augmentait régulièrement. Les émissaires

d'Areva avaient recruté dans tout le nord du pays des jeunes en leur promettant un emploi pour des dizaines d'années. Depuis, avec la catastrophe de Fukushima,

la tendance s'est inversée, et Arevas'est mis à traîner les pieds pour mener le chantier à son terme. En mai dernier, la compagnie avait déjà signé un accord avec le gouvernement nigérien prévoyant la suspension du projet, en échange de quelques postes de direction à la tête des mines pour des personnalités nigériennes. La société avoue aujourd'hui avoir pris en août 2014 la décision d'arrêter le chantier, même si elle n'en a

informé les salariés qu'à la fin de l'année. Cette fermeture lui permet d'économiser 600 millions d'euros.

Pour tous ceux qui travaillent sur le site, c'est une catastrophe. Les travailleurs aujourd'hui licenciés avaient dû quitter leur village et prendre des crédits pour se faire construire une maison près de la mine. Aujourd'hui, ils vont se retrouver sans ressources. Tout ce que leur propose Areva, en plus des indemnités légales, est une

prime correspondant à cinq mois de salaire et une assurance santé pour la même durée. Même la prime de dix mois de salaire réclamée par les syndicats, pourtant bien faible, a été pour l'instant refusée.

Les multinationales comme Areva exploitent les salariés sur tous les continents pour faire des profits, et les jettent dehors quand cela les arrange.

**Daniel Mescla**

## Maroc : des villageois mobilisés contre une société minière

**Le 1<sup>er</sup> mars au Maroc, des villageois de la commune d'Imider ont organisé une marche de protestation pour montrer que leur lutte continue et populariser leurs revendications. Le 8 mars, les femmes de la commune défilaient de nouveau à l'occasion de la journée des femmes.**

Située à 150 km de Ouarzazate, au Maroc, la commune d'Imider regroupe environ 5 000 habitants répartis dans sept villages. Vivant essentiellement de maraîchage et de petit élevage, ils sont confrontés depuis des années à la concurrence de la société minière voisine pour l'utilisation de l'eau. Dans cette région désertique, où l'irrigation est indispensable aux cultures, la mine d'argent consomme douze fois plus d'eau que tous les habitants réunis de la commune et tarit progressivement les puits.

La mobilisation des villageois a commencé en juillet 2011, quand les femmes ont exprimé leur colère face à la pénurie d'eau de plus en plus importante. Elles ont

bientôt été rejointes par les étudiants des villages voisins, qui n'avaient pas tous été employés par la mine pour l'été – contrairement aux habitudes – alors que ces emplois leur permettaient de payer leurs études.

Puis, face à la fin de non-recevoir des dirigeants de la mine, les habitants d'Imider ont bloqué l'une des vannes permettant son alimentation en eau, les autres étant inaccessibles car gardées par l'armée. Ils ont organisé un sit-in permanent autour de cette vanne, au sommet du mont Alban, à 1 500 m d'altitude. Depuis plus de trois ans, la mobilisation continue, le sit-in permanent s'est même doté de structures en dur.

Les villageois mobilisés

réclament non seulement une gestion rationnelle de l'eau, mais demandent aussi à la société minière de contribuer au développement local en réparation des dommages induits par l'exploitation de la mine, comme la grave pollution au cyanure et au mercure des

eaux qu'elle utilise. Ils n'ont pas réussi pour le moment à la faire céder et ont subi la répression du régime, avec l'arrestation de dizaines de militants. Trois d'entre eux, arrêtés il y a un an, sont encore en prison.

La Société métallurgique d'Imider (SMI), filiale du

groupe Managem et appartenant à la holding royale SNI, est à la tête du septième plus gros gisement d'argent au monde. Cotée en Bourse, elle fait chaque année des profits conséquents, dans le mépris total des revendications des villageois.

**Valérie Fontaine**



Les slogans des villageois d'Imider : « Ni oublier, ni pardon. Nous ne reculerons jamais. »





## Turquie : réaction religieuse et barbarie sociale

À la mi-février en Turquie, Özgecan, une étudiante de 20 ans, a été violée, assassinée et brûlée par trois hommes sur le trajet de son université. Le violeur a été aidé par son père et un ami pour brûler et cacher le corps. Des dizaines de milliers de personnes indignées ont défilé dans les grandes villes contre les violences et les assassinats de femmes, devenus quasi quotidiens. L'article ci-dessous, daté du 5 mars 2015, est extrait du journal de nos camarades turcs, *Sinif Mücadelesi - UCI (Lutte de classe)*.

Cette année, la célébration de la Journée mondiale des travailleuses sera très pénible dans tous les pays voisins, et particulièrement en Turquie, en raison des assassinats de femmes qui tournent au massacre, justifié par la religion. Avec l'assassinat d'Özgecan, les meurtres de femmes s'emballent et, malgré un certain nombre de réactions, la répression, les discriminations et les brimades contre les femmes atteignent une ampleur délirante.

Pendant qu'Özgecan était en train de mourir dans un minibus, trois hommes, son assassin, son père et son ami, au lieu de l'amener à l'hôpital, s'occupaient à discuter longuement pour trouver des solutions afin de mettre l'assassin à l'abri! Trois hommes ont planifié le meurtre d'une jeune femme et le moyen de faire disparaître son corps pour éviter que l'assassin soit puni!

Ce crime ne saurait même pas être justifié par des violences subies par l'assassin pendant son enfance. Mais une telle violence est justifiée par l'État et le ministère de la Famille même, qui parle de former « une jeunesse croyante », utilise le système éducatif pour

déformer les jeunes, ne fait aucun effort pour s'opposer aux préjugés ou encore éviter de faire travailler les femmes sans les déclarer –elles sont plus nombreuses que les hommes dans ce cas.

De plus, un patron, pour gagner beaucoup d'argent, a eu l'autorisation de construire une université privée au milieu des champs, entre deux villes, sans prévoir de transports sécurisés. On n'a tenu aucun compte des revendications des étudiants, notamment sur les horaires.

Tant que la violence n'est pas exercée contre les patrons, les politiciens, les privilégiés ou les « grandes valeurs », tant qu'elle reste limitée aux femmes et aux enfants, les autorités font semblant de ne pas savoir, de ne pas voir, de ne pas entendre.

En Turquie, la répression et le mépris envers les femmes est très ancien, mais à tout cela s'ajoutent ces derniers temps les méfaits du pouvoir, les atrocités perpétrées par l'organisation État islamique en Irak et les drames vécus par les réfugiées de Syrie. Tout concourt au développement des idées réactionnaires, dans un contexte où l'usage de la

violence contre les femmes devient presque normal. Le résultat est une croissance des crimes à l'égard des femmes, ainsi que le reconnaît même la ministre de la Famille.

Partout les femmes se retrouvent en position d'accusées. Une femme qui par exemple n'arrive plus à s'occuper de son enfant, et veut le confier aux services sociaux, est tabassée par son mari. Un enfant meurt du fait que le père est sans travail, et c'est la femme qui est arrêtée et accusée d'assassinat.

Les femmes sont complètement cernées. Elles sont écrasées par la violence économique, les préjugés religieux, la violence exercée par les hommes. Ça suffit!

La Journée mondiale des travailleuses, pour les femmes de Turquie, n'est pas une journée de commémoration des luttes du passé, une journée qui marque le progrès de leurs droits. Leurs conditions sont pires que par le passé! Des millions de femmes ont pour seul choix de supporter les hommes de leur famille ou leur mari, ou bien de mourir sous leurs coups. Les femmes n'ont pas même le droit de décider pour les sujets les plus vitaux les concernant.

Les femmes, pour obtenir leurs libertés, doivent lutter par elles-mêmes. Elles doivent lutter contre les discriminations sexistes et contre cette société qui les crée. Ça suffit! La répression contre les femmes doit prendre fin. Une société qui opprime la moitié d'elle-même ne peut pas être libre.

*Sinif Mücadelesi*

## Irak : les ravages de Daech, et les autres

Le groupe État islamique (Daech) a diffusé des vidéos dans lesquelles ses miliciens se montrent en train de détruire un certain nombre de vestiges archéologiques des civilisations de Mésopotamie qui ont traversé les siècles et sont encore visibles dans le nord de l'Irak.

Daech jette à la face du monde les coups de hache portés à ces blocs d'argile façonnés par l'homme il y a des milliers d'années, comme il exhibe les exécutions d'otages, de façon à terroriser la population qu'il veut soumettre. Il met en scène sa barbarie afin de frapper les esprits, d'affirmer sa capacité à détruire tout ce qui contrecarre sa vision de l'islam et finalement sa volonté d'imposer sa dictature sur les hommes et les esprits.

La destruction de ces œuvres d'art est choquante et apparaît comme une perte importante pour toute l'humanité. Mais cette barbarie de Daech ne doit pas cacher la responsabilité de l'impérialisme. Ne serait-ce que parce que l'existence de ces milices est un sous-produit des guerres d'Irak menées par l'impérialisme, dont la France.

En janvier 1991, les puits du Koweït, que les compagnies pétrolières considéraient comme les leurs, avaient été occupés par l'Irak de Saddam Hussein. James Baker, ministre des Affaires étrangères des États-Unis, menaçait alors l'Irak de bombardements qui pourraient le catapultier jusqu'à l'âge de pierre. Eh bien, il ne s'agissait pas de menaces en l'air! Les États-Unis prirent aussitôt la tête d'une coalition de 50 États, dont la France, forte de 700 000 soldats.

Un déluge de feu s'abatit alors sur la population irakienne et sur les infrastructures du pays. Le blocus économique qui suivit, durant dix ans, fit mourir sans doute un million de personnes, dont la moitié d'enfants. En 2003, une

nouvelle intervention américaine, suivie de neuf années d'occupation, apporta le chaos, et pas seulement sur le plan matériel. En effet, après le renversement du dictateur Saddam Hussein, l'organisation du pays éclata suivant les clivages confessionnels, avant d'aboutir à une guerre civile, sur fond de pays dévasté. Le développement fulgurant de la milice dénommée État islamique est le produit de cette occupation impérialiste.

Depuis que l'Irak est livré aux milices, les archéologues ont dénoncé, images à l'appui, le pillage des musées et des sites. C'est ainsi que le musée de Bagdad vient seulement de rouvrir, mutilé par le saccage lors de l'intervention impérialiste de 2003, alors que des troupes américaines stationnaient à proximité, protégeant le ministère du Pétrole. La revue *Archeologia* en France et l'université de Chicago aux États-Unis avaient à l'époque publié des photos d'œuvres et de sites de fouilles endommagés ou détruits. Aujourd'hui, il ne s'agit plus seulement d'un trafic lucratif destiné aux collectionneurs des pays riches, mais d'une destruction systématique voulue par un pouvoir intégriste.

Tout cela n'empêche pas les grandes puissances de poursuivre leur politique désastreuse. Et c'est en toute discrétion que les États-Unis, suivis de la France puis du Royaume-Uni, ont repris leurs bombardements sur l'Irak en septembre dernier, continuant à semer la mort et le chaos, terreau de la barbarie des milices de l'État islamique.

Jean Sanday

### Lisez la revue Lutte de Classe

N° 166 - mars 2015

Grèce

Après la victoire de Syriza

Burkina Faso

L'insurrection populaire a chassé Compaoré mais l'armée contrôle sa succession

Irak et Syrie

Chronique d'une catastrophe annoncée

France

Dieudonné et Soral, ces deux figures de l'extrême droite

États-Unis

L'eau en Californie : plus précieuse que l'or

Prix : 2 euros. Envoi contre cinq timbres à 0,76 euro

# États-Unis, 50 ans après la marche de Selma : le combat des Noirs n'est pas fini

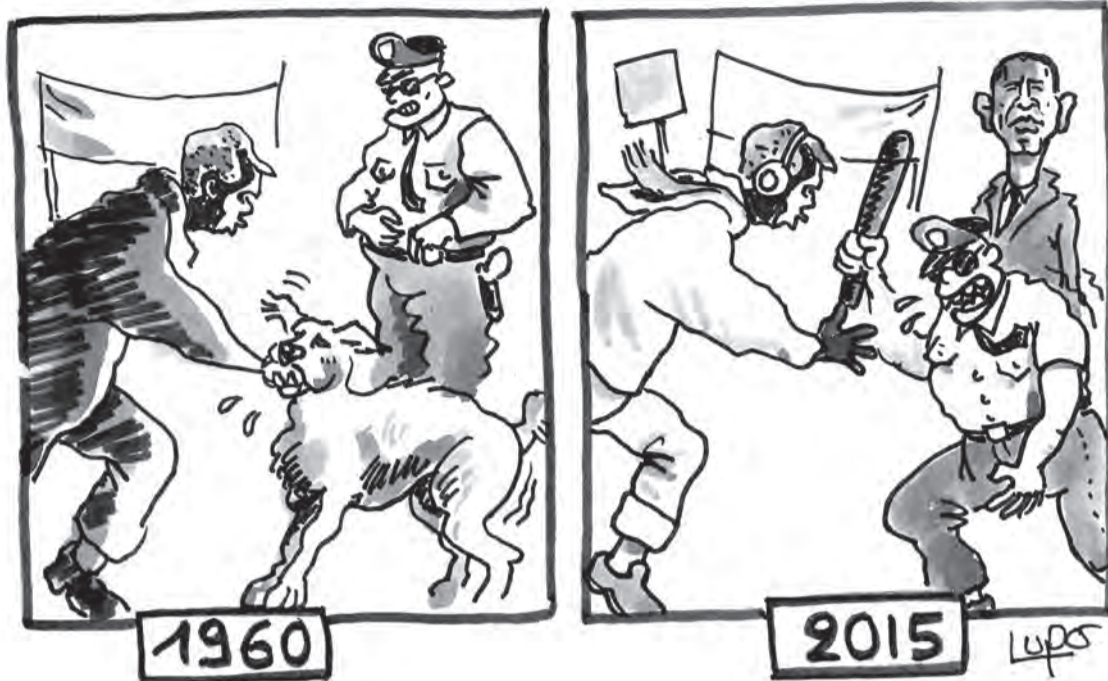
À l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de la marche de Selma, petite ville de l'Alabama, Barack Obama a prononcé devant des milliers de personnes un discours sur le pont où, à l'époque, 600 manifestants du mouvement des Droits civiques avaient été violemment réprimés par la police. Les images d'hommes et de femmes en habits du dimanche matraqués et poursuivis par des cavaliers retransmises sur les chaînes nationales de télévision provoquèrent alors une énorme émotion dans l'ensemble du pays.

Obama avait invité son prédécesseur à la Maison-Blanche, George W. Bush. La présence de cet ancien président républicain qui, entre 2000 et 2008, s'est fait le représentant des courants les plus à droite et les plus réactionnaires de la société américaine, a été critiquée par certains militants des mouvements noirs. Ainsi Diane Nash, connue pour avoir participé aux luttes des années 1960, s'est refusée à participer à la cérémonie anniversaire, expliquant : « *Le mouvement de Selma était pour la non-violence, la paix, la démocratie, la justice et le droit de vote. Et George Bush est pour l'exact opposé.* »

Obama a rendu hommage aux marcheurs de 1965 en déclarant que, grâce à leur combat, une « *Amérique plus juste, plus inclusive, plus généreuse a triomphé* ». Cette

vision correspond si peu à la réalité de la société américaine d'aujourd'hui qu'Obama lui-même a été obligé, dans le même discours, de reconnaître que la marche contre le racisme aux États-Unis n'était « pas terminée ». Il a dû évoquer à plusieurs reprises les récents incidents à Ferguson, dans le Missouri, où en août dernier un jeune Noir sans arme avait été tué par un policier blanc.

La marche de Selma de 1965 avait pour objectif de faire reconnaître aux autorités racistes de l'État d'Alabama l'inscription des Noirs sur les listes électorales, droit légalement reconnu, mais nié dans les faits. Elle a été suivie de deux autres, menées par Martin Luther King, qui parvinrent finalement à imposer le vote d'une loi, le Voting right act, censée garantir le droit de vote aux Noirs. Mais cela ne suffit



pas, et les Noirs durent se battre encore pour pouvoir user de leur droit de vote.

Ces marches furent les dernières grandes mobilisations non-violentes du mouvement des Droits civiques, qui combattait pour l'abrogation des lois instaurant une ségrégation raciale dans le sud des États-Unis. Ses militants et tous ceux qui se mobilisèrent dans ces années-là firent preuve d'un courage et d'une détermination qui permirent au mouvement d'atteindre son objectif.

Les dirigeants de ce mouvement limitaient leur lutte au seul terrain légal. Mais la fin de la ségrégation

juridique ne mettait pas un terme aux inégalités sociales. Les Noirs des ghettos des grandes villes des États-Unis commencèrent à se révolter à partir de 1965, et eux n'étaient victimes d'aucune loi raciale. Ils subissaient l'oppression sociale qui pèse sur les plus pauvres dans le système capitaliste.

Finalement, si les mobilisations des Noirs des années 1960 ont permis certains progrès, elles ont surtout bénéficié à une petite bourgeoisie qui a pu accéder à des responsabilités, des places de maire ou même de président avec l'élection d'Obama en 2008.

Mais, comme l'a souligné Obama lui-même dans son discours à Selma, le droit de vote est aujourd'hui encore remis en question dans certains États qui imposent des restrictions à l'inscription sur les listes électorales.

Et surtout la grande majorité des Noirs est toujours victime d'une véritable ségrégation sociale. Cinquante ans après la marche de Selma, les Noirs américains ont encore à continuer leur lutte pour leurs droits. Et, dans ce combat, ils ne peuvent rien attendre de politiciens comme Obama.

Marc Rémy

## Brésil : le règne de la corruption

« *Avec courage et jusqu'à la souffrance, le Brésil a appris à pratiquer la justice sociale pour les plus pauvres, ainsi qu'à appliquer durement la main de la justice contre les corrompus.* » Dimanche 8 mars, en entendant cette phrase de Dilma Rousseff, nombre de Brésiliens ont dû se demander si leur présidente vivait vraiment au Brésil, pays champion des inégalités sociales et de la corruption politique.

Dilma Rousseff intervenait à propos du scandale Petrobras, qui secoue depuis des mois le monde politique, et en particulier son gouvernement. Dans cette affaire, quatorze sénateurs et vingt-quatre députés sont officiellement mis en cause. Ils appartiennent à quatre partis, dont les trois plus importants du gouvernement, notamment le PT, parti de la présidente, et le principal parti de l'opposition de droite. On trouve parmi eux, les actuels présidents de la Chambre des députés et du Sénat, un ancien président de la République ayant démissionné pour corruption, deux

ex-Premiers ministres, plusieurs ex-ministres, des ex-gouverneurs, etc. Quant à la commission parlementaire censée enquêter sur l'affaire, la moitié de ses membres, dont son président, ont bénéficié des largesses des entreprises corruptrices. C'est tout le milieu politique qui se trouve accusé, gauche et droite confondues.

Le système utilisé pour la corruption est simple : des entreprises alimentent les caisses des partis politiques, qui leur retournent la politesse par le biais de marchés publics surfacturés. C'est déjà ce qui avait servi dans l'affaire du Mensalao (la

« grosse mensualité » versée à des dizaines de parlementaires pour qu'ils votent les projets du gouvernement), sous la présidence de Lula, dont le procès a duré huit ans. Au terme de huit ans de procédure, les politiciens condamnés ont tous sans exception bénéficié du régime ouvert, où l'on ne rejoint la prison que la nuit.

Il s'agit cette fois de milliards d'euros. Et le rôle central est joué dans l'affaire par Petrobras, la compagnie pétrolière nationale, première entreprise brésilienne et un des poids lourds de l'industrie mondiale, qui traite avec toutes les grandes entreprises du pays, et au-delà. Les dirigeants de Petrobras, nommés par le pouvoir politique, passaient avec les entreprises, de travaux publics en particulier, des contrats systématiquement surfacturés, de façon à pouvoir verser des pots-de-vin aux partis. Le secteur

public, c'est-à-dire en fin de compte le contribuable, payait pour les campagnes et la grande vie des politiciens ainsi que pour les profits des entreprises.

Pas facile aujourd'hui pour la présidente d'imposer aux travailleurs austerité et réformes rétrogrades, en s'appuyant sur des partis déconsidérés par la corruption ! Il est possible qu'elle soit elle-même atteinte par le scandale, car elle a été ministre de l'Énergie et a siégé au conseil d'administration de Petrobras : une manifestation est appelée le 15 mars pour demander sa destitution. De plus, au moment où le Brésil subit les atteintes de la crise économique mondiale, il est question d'exclure des marchés publics une trentaine d'entreprises corruptrices, ce qui mettrait en danger un demi-million de salariés et pourrait bloquer des chantiers tels que le barrage hydroélectrique géant

de Belo Monte en Amazonie, des aéroports, ou le stade du Corinthians, où s'est déroulée l'ouverture de la Coupe du monde l'an passé.

Dilma Rousseff, qui a commencé en janvier son second mandat présidentiel, promet une enquête « *large, libre et rigoureuse* ». Elle y est bien obligée, quand le scandale est aussi large et aussi public. Mais qu'elle ne parle pas de justice sociale pour les plus pauvres, alors qu'ils subissent en ce moment même les pénuries d'eau, les coupures de courant, les hausses de tarifs, la dégradation de la santé et de l'éducation, le report de l'âge de la retraite. Et qu'elle ne parle pas non plus de justice dure pour les corrompus, alors que c'est eux qui siègent à ses côtés, impunis depuis des décennies, dans les ministères et au Parlement.

Vincent Gelas

## Airbus Nantes : les débrayages se poursuivent



Depuis le vendredi 27 février, à l'usine Airbus de Nantes, les débrayages d'une heure par équipe pour les salariés en 2x8 se poursuivent, à l'appel de la CGT et de la CFDT.

À chaque débrayage, ce sont entre 300 ou 350 travailleurs syndiqués ou non, parfois aussi en 3x8 ou en équipe régulière, qui disent haut et fort à la direction qu'ils refusent la modification des horaires qu'elle tente de faire passer en force. Cela représente environ plus de la moitié des 1400 salariés travaillant en équipes, 2x8 ou 3x8, essentiellement à la production.

Cette modification des horaires reviendrait à avoir moins de souplesse pour arriver ou repartir de l'usine et surtout obligerait les salariés concernés à quitter le travail une heure plus tard le vendredi pour compenser la pause repas, rallongée de douze minutes par jour.

L'annonce passe d'autant plus mal qu'Airbus décide au même moment un gel des embauches pour deux ans, à Nantes mais aussi à Saint-Nazaire, ainsi que le licenciement du tiers des 300 intérimaires en poste actuellement à Nantes. Cela veut dire aussi une exploitation accrue,

car les cadences sont en hausse.

Pour l'instant, seuls deux syndicats minoritaires dans l'entreprise, la CGT et la CFDT, sont clairement contre cette décision de la direction et appellent à ces débrayages. Les autres syndicats majoritaires, principalement FO, avec la CFTC et la CGC, dits « l'Entente », ne se prononcent pas sur cette modification des horaires et n'appellent pas aux débrayages. Cela n'étonne pas car leur politique, en général, consiste à être systématiquement du côté du patron.

De son côté la direction affirme, dans un courrier de trois pages adressé à chaque salarié, son intention de passer en force en invoquant la concurrence internationale et en disant qu'elle n'a pas d'autre choix que « *d'optimiser la compétitivité, notamment au niveau du temps de travail* ».

Cela renforce l'idée que seule la grève peut l'arrêter dans ses attaques. Aujourd'hui, elles ne visent qu'une partie des salariés de l'entreprise mais,

demain, elles concerneront les cadres comme c'est déjà annoncé, et après, tous les autres ?

Les salariés grévistes, dont beaucoup de jeunes récemment embauchés pour qui c'est le premier mouvement, ne baissent pas les bras et sont plutôt fiers de débrayer. On voit aussi dans les débrayages des syndiqués, et même quelques délégués FO qui commencent à reprocher à leur direction syndicale de ne pas y participer.

Mardi 10 mars, les deux équipes, matin et après-midi, se sont retrouvées à environ 500 à débrayer de 12 à 14 heures, devant les portes de l'usine, pour un casse-croûte et une prise de parole, où les syndicats ont proposé de poursuivre. Faire reculer la direction est difficile, beaucoup en sont conscients et pensent qu'il faudrait que le mouvement s'étende. Mais, dès à présent les grévistes ont gagné d'avoir changé l'ambiance. Les discussions vont bon train notamment sur les profits de l'entreprise qui explosent pour les actionnaires et les grands dirigeants, alors qu'on demande toujours plus de sacrifices aux salariés.

Correspondant L.O.

## Normandie : manifestation pour la défense de l'aide à domicile

Samedi 7 mars, une manifestation a rassemblé plusieurs centaines d'aides à domicile au péage du pont de Normandie, près d'Honfleur et du Havre. Venues des cinq départements normands à l'appel de leur association professionnelle, elles entendaient dénoncer l'insuffisance du financement de ce secteur d'activité, qui dépend principalement des subventions des collectivités

locales, et notamment des départements. En tout, dix-sept manifestations avaient lieu au même moment, réparties dans le pays.

Les structures associatives qui emploient ces aides à domicile sont touchées de plein fouet par la baisse des subventions publiques. Elles ne sont plus en mesure de faire face à la demande d'une population âgée qui préfère le maintien à domicile plutôt que le placement

en maison de retraite, souvent hors de prix.

Les conséquences de ce désengagement de l'État étaient également dénoncées. Il laisse le champ libre à un secteur privé à but lucratif aux dents longues sur le « marché » des seniors, qui risque d'aggraver à la fois les conditions de travail des aides à domicile et la prise en charge des personnes aidées.

Correspondant LO

## PSA Peugeot-Citroën : c'est reparti comme en (CAC) 40

Le 23 mars prochain, le groupe automobile PSA sera réintroduit dans le CAC 40 qu'il avait quitté en 2012. À cette époque, la direction prétendait que l'entreprise était au bord du gouffre. Elle pleurait sur les ventes de voitures en baisse, par rapport à des années où elles avaient battu des records historiques. Une grande partie des pertes affichées provenaient en fait de la dépréciation estimée des usines et autres actifs.

Aujourd'hui, à l'inverse, le groupe annonce 905 millions de bénéfices et une augmentation des ventes de véhicules dans le monde. Selon la vieille maxime « qui paye ses dettes s'enrichit », le groupe a dégagé des milliards pour se dé-sensibiliser : il n'a plus que 548 millions de dettes, contre 4,18 milliards fin 2013 ! Mieux, sa trésorerie a encore grossi de deux milliards. Que PSA affiche des pertes ou que le groupe publie des bénéfices, la fortune des Peugeot, les principaux actionnaires, n'a jamais été inquiétée ni écornée.

En revanche, la situation des travailleurs a réellement changé chez PSA. Depuis 2012, la direction du groupe a multiplié les attaques, allant de la suppression de 11 200 emplois et la fermeture de l'usine d'Aulnay-sous-Bois aux accords de compétitivité imposant le gel des salaires, entre autres, pour tous les travailleurs. Car ce que recherchent les patrons de PSA, c'est accroître l'exploitation pour améliorer leur marge de profits, même dans un contexte de crise économique. C'est ce qu'exprime Carlos Tavares, le PDG, quand il affirme : « *Au lieu du volume, ce qui m'intéresse, c'est la marge unitaire* ».

de chaque voiture vendue. » Et ce gain de productivité a été payé par les cadences folles, les heures supplémentaires éreintantes, les troubles musculo-squelettiques (TMS) de plus en plus fréquents.

Et, pour couronner le tout, le gouvernement a servi des millions à PSA. Le groupe a touché l'an dernier 108 millions de l'État au titre du CICE (Crédit d'impôt compétitivité emploi). Un comble, alors que PSA a supprimé des emplois par milliers !

En début d'année 2015, les quatre principaux dirigeants ont arrosé les bons résultats du groupe en se votant une augmentation de salaire de 86%. Leur rémunération globale est passée de 3,8 millions d'euros en 2013 à 7,1 en 2014, alors que les salaires ouvriers sont bloqués pour la troisième année consécutive.

Le retour dans le CAC 40 pour PSA, c'est en quelque sorte le retour en ligue 1 après un bref passage en deuxième division. Mais si c'est une bonne nouvelle pour les actionnaires, la bonne nouvelle pour les travailleurs serait la reprise du cours des luttes pour que, comme le dit l'Internationale, « *les (40) voleurs rendent gorge* ».

Marion Ajar

## Renault : les drôles de conseils du patron

Pour soigner ses profits, la direction de Renault Flins a remis en place une équipe de production de nuit, comptant sur la prime de quelque 400 euros pour attirer des travailleurs des équipes de jour, aux salaires insuffisants.

Afin de se montrer responsable et néanmoins désopilante, elle a édité une feuille intitulée *Lumière sur le travail de nuit*. On peut y lire quelques truismes confondants. Ainsi, le travailleur qui passe en nuit est censé « *isoler sa chambre de la*

*lumière extérieure* », « *limiter le bruit pendant le sommeil* », « *prévenir son entourage* » ou encore « *faire une sieste dans la journée* ».

Il n'est pas précisé qu'il devra auparavant s'assurer de disposer d'une pièce pour lui seul dans son manoir, avoir confié les enfants à la nurse britannique, envoyé le cuisinier et la servante faire les emplettes.

Pour tout cela, aucun problème... avec son mirifique salaire de nuit.

Correspondant LO

# Daher – Marignane : débrayage pour les salaires

**Jeudi 5 mars, à l'appel de plusieurs syndicats sur les différents sites où travaillent des salariés du sous-traitant d'Airbus Helicopters Daher, ceux-ci ont débrayé à l'occasion de l'ouverture des négociations annuelles obligatoires sur les salaires (NAO). La direction proposait 1% pour les augmentations individuelles, qui ne concernent que 30% d'entre eux, et 0% d'augmentation générale.**

Les travailleurs étaient d'autant plus choqués par ces propositions que leurs salaires sont bas, le smic ou, pour ceux qui ont un peu d'ancienneté, à peine plus. Même pour qui toucherait l'augmentation individuelle, avec un salaire de 1 400 euros net, cela ne fait jamais que 14 euros de plus. On comprend leur colère.

À Marignane, les travailleurs de Daher ont débrayé massivement et se sont rassemblés à une centaine dans l'usine principale de Airbus Helicopters et à une centaine sur le site de Marlog, à la sortie de Marignane.

Des représentants des syndicats FO et CGT d'Airbus ont participé aux rassemblements pour soutenir leur mouvement.

Les salariés exprimaient leur ras-le-bol de ne pouvoir boucler leurs fins de mois. Ceux qui font les horaires postés touchent un peu plus, sinon ils sont contraints de venir travailler le samedi matin. Il existe de petites primes pour ceux qui contrôlent les pièces, mais tout cela mis bout à bout ne fait pas le compte.

Les NAO du 5 mars avaient lieu à Toulouse, et

les travailleurs la suivaient en direct via les SMS qu'envoyaient les représentants syndicaux. Les rassemblements furent nombreux, autour de mille travailleurs à travers la France, dont 300 à Tarbes. À l'issue du débrayage, Daher proposait 0,7% d'augmentation générale, et 0,6% en augmentation individuelle,

## Un patron de choc

Des employés de Daher sont présents à chaque étape de la fabrication d'un hélicoptère : ils doivent fournir les pièces, ensuite acheminer les sous-ensembles à travers l'usine, enfin expédier les pièces et même certains hélicoptères. Les conditions de travail ne sont pas toujours à la hauteur.

Six jours sur sept, certains des employés triment dans des magasins sans aération suffisante pour évacuer les vapeurs toxiques, tel le magasin souterrain sous la révision mécanique, tandis que d'autres magasins en surface sont, eux, ouverts à tous les vents.

Tout est toujours urgent, par exemple pour amener une boîte de transmission depuis l'atelier de montage mécanique jusqu'en chaîne de production. Pour cela



Rassemblement des salariés de Daher dans l'usine de Marignane le jeudi 5 mars 2015

avec un système compliqué de hiérarchisation des augmentations en fonction du salaire de base.

De l'avis général, cela ne fait pas le compte. La CGT de Daher a appelé à un nouveau débrayage pour le

vendredi 13 mars, rejointe par plusieurs autres syndicats. Les travailleurs à Marignane comme ailleurs se préparent à l'action. Comme disait l'un d'eux : « nous avons trop perdu, nous n'avons plus rien à

perdre ».

Si Daher profite grassement de ces conditions de salaire et de travail, la direction d'Airbus en est largement bénéficiaire, en tant que donneur d'ordres.

**Correspondant LO**

il faut traverser l'usine sur un chariot élévateur, dépourvu d'amortisseurs, par tous les temps, sur une route en mauvais état dont on ressent tous les cahots.

Les appareils immobilisés ont la priorité et les magasiniers doivent sortir la pièce manquante de l'un des magasins, la contrôler, en assurer expédition et suivi très rapidement.

Dans le hangar principal, le R7, ce sont des dizaines d'employés de Daher qui passent leurs journées devant des tapis roulants de caisses remplies de pièces à scanner, à saisir, à manutentionner pour confectionner un lot de pièces, une préparation, qui alimentera les chaînes de montage de toute l'usine. Ailleurs, les ouvriers de Daher démontent certains hélicoptères destinés à

l'expédition par container.

La société Daher est dirigée à 80% par la famille Daher dont la fortune estimée était de 300 millions d'euros en 2014. Cela représente 25% de mieux qu'en 2013. Elle est passée du rang de 211<sup>e</sup> fortune de France en 2013 à 180<sup>e</sup> en 2014. Pas mal en ces temps de crise. Avec une fortune qui représente environ 15 000 ans de salaire d'un cariste ou d'une préparatrice de commande, Daher ne manque pas de culot pour dire qu'il ne peut pas augmenter les salaires.

Par ailleurs, Daher multiplie les procédures disciplinaires contre les militants, en particulier de la CGT, sur les sites d'Île-de-France. Le licenciement d'un délégué CGT a été refusé il y a quelque temps par l'Inspection du travail,

mais un autre délégué CGT vient d'être licencié pour avoir prétendument insulté un client de Dassault. Le client a depuis démenti, mais Daher maintient le licenciement, cette fois-ci pour insulte à un chef de service, mais sans autre témoin que ledit chef...

Patrick Daher veut montrer sa détermination à casser les secteurs les plus combatifs, en envoyant son fils Aymeric en personne diriger l'entreprise en Île-de-France, où la CGT est la plus influente. L'ambiance s'est dégradée, plusieurs personnes craquent suite aux pressions, et cette ambiance n'est sans doute pas étrangère aux suicides, dont un à Marignane, parmi ses salariés.

**Correspondant LO**

## Caen : ensemble contre les licenciements

**Jeudi 5 mars au matin les salariés de Lainé, à Cormelles-le-Royal, dans la banlieue de Caen, et ceux de Koyo à Moul, à 30 km de Caen, se sont retrouvés à la préfecture pour manifester ensemble contre les licenciements et les sales coups patronaux dont les uns et les autres sont victimes.**

Au total, 150 emplois disparaissent dans la région. Patron moyen du bâtiment pour Lainé, groupe international de mécanique de pointe pour Koyo, dans les deux cas les capitalistes tirent le maximum de profit des travailleurs puis prennent le premier prétexte pour les jeter sur

le carreau.

C'est bien tous ensemble qu'il faut leur résister !

Lainé a compté jusqu'à 200 personnes. Ravalements, peintures, l'entreprise Lainé, très connue dans la région, était de tous les grands chantiers d'entretien, et a fait de copieusement bénéfiques pendant

des années.

Après plusieurs plans de suppressions, le patron a entamé en octobre la liquidation judiciaire de l'entreprise et des 80 emplois restants : les salariés ont occupé l'entreprise pendant trois mois, pour faire redémarrer la procédure et contester la liquidation. Ils avaient d'ailleurs prévu de se retrouver le 5 mars, au tribunal de commerce, pour une audience. Mais les tribunaux prennent leur temps, et l'audience a été reportée. Cela n'a pas empêché les travailleurs

de manifester, avant de rejoindre ceux de Koyo.

Celle-ci produit à Moul des roulements à billes pour l'aéronautique. Les carnets de commandes sont pleins mais, en quelques mois, la direction a regroupé différents sites dans une même entité, et a mis le couteau sous la gorge des 70 salariés : le site de Moul doit fermer, mais tout le monde peut être repris... à Vierzon, dans le Cher, à près de 400 km !

Les salariés ne l'entendent pas ainsi, et ne

veulent pas se laisser faire. De toute façon, le patron sait très bien que la plupart des travailleurs ne pourront pas déménager. Son plan, c'est plutôt d'imposer le chômage aux travailleurs de Moul, et de faire produire plus aux travailleurs de Vierzon : surexploitation d'un côté, licenciements de l'autre !

Dans les deux cas c'est clair : c'est aux patrons de payer, ils en ont les moyens, pour maintenir les revenus des travailleurs.

**Correspondant LO**

# Renault Le Mans : les suppressions d'emplois ne passent pas

**Jeudi 26 février, dans les deux ateliers de MPR (magasins de pièces de rechange) de l'usine Renault du Mans, la direction a réuni les travailleurs pour leur annoncer que leur activité était réorganisée et que 14 postes sur les 35 au total (38 avec la maîtrise) étaient délocalisés à ACI Villeurbanne.**

Ces ateliers regroupent un certain nombre de travailleurs à aptitudes réduites et leur travail consiste à mettre dans des boîtes en carton des disques de frein, des tambours de frein, des moyeux, etc. ou à conditionner dans des modules des pièces métalliques sorties des presses. Le tout est envoyé dans les centres de MPR de Cergy-Pontoise et Villeroy, ou encore à Grand-Couronne.

Au même moment, lors du comité d'entreprise, la direction faisait la même annonce (en points « divers ») en disant que ce transfert d'activité était fait « au titre de la solidarité » avec ACI Villeurbanne qui était en difficulté et en proie

au chômage partiel. Il faut un sacré culot de la part de la direction pour oser parler de solidarité alors que Renault a déjà supprimé 4000 emplois sur le groupe depuis mars 2013 avec son accord de compétitivité, et prévoit d'en supprimer encore autant d'ici décembre 2016.

Cette annonce soudaine a évidemment surpris tout le monde et a inquiété en premier lieu ceux dont l'emploi était supprimé.

Aussi dès le lendemain matin, la CGT appelait l'ensemble de l'usine à débayer contre cette délocalisation du MPR. 150 travailleurs répondaient présent et durant toute la matinée il y eut différentes actions



Rassemblement le 4 mars.

pour mettre la direction en difficulté sur sa production. Une très grande partie des grévistes du matin se retrouva en fin d'équipe à la porte de l'usine pour attendre l'équipe du soir qui, elle aussi, était appelée à débayer.

Pour tous les grévistes, avec ses 2 milliards de bénéfices et les 560 millions distribués aux actionnaires, Renault a largement les moyens de maintenir l'activité MPR au Mans et d'attribuer des fabrications à ACI Villeurbanne, qui permettraient là aussi de préserver l'emploi à l'avenir. Il faut d'ailleurs signaler qu'un certain nombre d'ouvriers de Villeurbanne, actuellement en « mobilité » au Mans, ont eux aussi fait grève.

Le mouvement de débayerages et d'actions dans

l'usine dans chaque équipe a continué ainsi jusqu'au mercredi 4 mars inclus et a regroupé entre 150 et 250 travailleurs sur les 900 ouvriers de production de l'usine.

Mercredi 4 mars, un rassemblement casse-croûte interéquipes a eu lieu à la porte de l'usine alors qu'une délégation était reçue par la direction.

Finalement, si dans un premier temps le transfert des 14 postes de MPR à Villeurbanne était maintenu par la direction, celle-ci a dû en rabattre tant sur la forme que sur le fond. Elle s'est engagée à reclasser tous les travailleurs dont le poste était supprimé selon leurs souhaits et possibilités. Pour les autres, ils retrouveraient leur poste mais en fin de ligne de production.

La direction reconnaissait aussi qu'il était plus logique de maintenir le MPR au Mans vu que les pièces y sont directement fabriquées et que ce secteur pourrait être réintégré sur l'usine dans l'avenir. Enfin, elle annonçait des réunions avec les syndicats pour maintenir à long terme l'emploi à Villeurbanne, sans déshabiller Pierre pour habiller Paul.

Pour le moment ce ne sont que des promesses, et les travailleurs vont devoir se tenir prêts à réagir de nouveau pour imposer que personne ne soit laissé pour compte et ne paye cette réorganisation.

En tout cas, si la direction pensait que son mauvais coup resterait sans réaction, elle en a été pour ses frais, et sa production aussi.

**Correspondant LO**

## ACI Villeurbanne : débayerages réussis pour l'emploi

**Lundi 2 mars, en même temps qu'à l'usine Renault Le Mans, les travailleurs de l'entreprise ACI Villeurbanne - filiale de Renault - ont été très nombreux à débayer deux heures par équipe pour réclamer le maintien de tous les emplois sur place, l'arrêt du chômage partiel et des mutations sur d'autres usines Renault. La production et la livraison des pièces ont été bloquées pendant une journée.**

Voilà en effet des mois que la direction organise du chômage partiel et fait pression pour que les travailleurs acceptent de partir au Mans ou à Flins, c'est-à-dire à plus de 500 kilomètres de chez eux. Après les ouvriers à qui on a fait miroiter des aides pour le logement et les voyages, ça a été le tour des techniciens de maintenance puis des petits chefs. Tous se sont entendu dire qu'à Villeurbanne « il n'y avait plus d'avenir ». Le problème, c'est que la plupart de ces compagnons ont plus de 50 ans. Personne n'a envie de s'éloigner de sa famille et encore moins de déménager pour recommencer une vie ailleurs.

Pour faire passer ses mesures, la direction de Villeurbanne a prétexté une baisse des commandes et des activités. C'est vrai,

mais cela n'est pas le fait du hasard : depuis plusieurs années elle ne crée plus

## Pieux Ouest - Notre-Dame-d'Oé (Tours) : la grève a fait reculer le patron

Installée à Notre-Dame-d'Oé aux portes de Tours, Pieux Ouest est une entreprise du BTP qui réalise des fondations spéciales. Sur ses 37 travailleurs, les deux tiers sont intérimaires, les chefs d'équipe et conducteurs de travaux étant les seuls à bénéficier d'une embauche en CDI.

Lundi 2 mars, douze de ces travailleurs « embauchés » se sont mis en grève pour réclamer l'augmentation de la prise en charge de leurs frais de déplacement. Toucher 73 euros par jour pour des déplacements en région parisienne est bien insuffisant pour faire face

de nouvelles lignes de production et se contente de faire tourner des lignes qui arrivent petit à petit en fin de vie. Dans la tête de beaucoup de travailleurs, c'est un moyen de vider l'usine.

Sentant l'inquiétude et le mécontentement monter chez les travailleurs, la direction a annoncé le transfert sur Villeurbanne de 14 postes pris sur l'usine du Mans. Déshabiller Le Mans pour faire

sembler d'habiller Villeurbanne ne résout rien. Beaucoup de grévistes pensent qu'il n'est pas question de faire les frais des réorganisations de Renault au Mans et à Villeurbanne, qu'on peut maintenir tous les emplois sur les deux sites en prenant sur les deux milliards de bénéfices réalisés par Renault en 2014. Et puisque Ghosn a récemment annoncé qu'il envisageait

de produire davantage de voitures en France les années prochaines, certains disent qu'il y a de quoi créer un surcroît d'activités à Villeurbanne.

Même si un débayer ne suffira pas à obliger les directions de Villeurbanne et du Mans à changer leurs plans, les grévistes étaient satisfaits d'avoir réagi et montré qu'ils ne se laissent pas diviser.

**Correspondant LO**

aux frais d'hébergement et de restauration : les grévistes revendiquaient que cette prise en charge passe à 95 euros. Ils réclamaient également un treizième mois indépendant des critères de performance.

Que cette poignée de travailleurs osent se lancer dans la première grève qu'ait connue Pieux Ouest depuis sa fondation en 1979, c'est plus que ne pouvaient en concevoir les patrons, quand bien même les grévistes ne revendiquaient guère que l'alignement sur les conditions en usage dans bien des entreprises du BTP.

Sorti de sa retraite, le fondateur de Pieux Ouest, Max Goudenège, est venu au piquet de grève rappeler l'origine familiale de l'entreprise, et faire pression, en invoquant les risques que la grève ferait courir à l'entreprise. Les militants CGT de la Construction ont répondu que, loin d'être sur la paille, la famille propriétaire s'était constitué une rente très confortable, investissant dans la spéculation immobilière l'argent accumulé sur le dos des travailleurs.

Après avoir déjoué une première tentative de les faire reprendre sur la base

d'un protocole où les patrons récupéraient d'une main ce qu'ils cédaient de l'autre, les grévistes ont finalement voté vendredi après-midi 7 mars la reprise du travail.

Ils obtiennent 132 euros mensuels de plus pour subvenir à leurs frais de déplacement, et une prime annuelle équivalant à un demi-mois de salaire. La reprise se fait donc sur la satisfaction partielle des revendications. Mais la plus grande victoire pour ces travailleurs, c'est, en dépit de leur petit nombre et de tous les obstacles, d'avoir osé relever la tête.

**Correspondant LO.**

## 3 Suisses – Croix (Nord) : manifestation contre les restructurations

**Lundi 9 mars, 300 salariés du groupe 3 Suisses International ont manifesté, à l'occasion d'une réunion du comité de groupe, contre les restructurations que la direction veut imposer.**

En quinze ans, les 3 Suisses se sont débarrassés de milliers de salariés : en les licenciant, en ne remplaçant pas les départs en retraite ou alors en externalisant et revendant les services. Après avoir saucissonné le groupe en

entreprises aux conventions et noms différents, la direction attaque les travailleurs les uns après les autres. Actuellement, ce sont les secteurs de la relation clientèle, du postage, de la photo numérique et du catalogue *Vitrine magique*

ainsi que des salariés de 3 Suisses Belgique qui sont dans le viseur.

La manifestation a été une réussite, ne serait-ce que parce que des salariés des différentes entités se sont retrouvés, venant y compris de Belgique et d'autres entreprises, comme La Redoute. Les slogans, des pancartes comme « *Nos vies valent plus que leurs profits* » ou « *Il ne sert à rien, il nous coûte cher, licencions notre*

*actionnaire* » animaient la manifestation.

Jusqu'en janvier 2014, la famille Mulliez, qui possède Auchan, Décathlon, Norauto, Flunch, etc. était actionnaire minoritaire du groupe 3 Suisses. Elle a depuis revendu ses parts. Mais, en gardant la propriété de nombreux bâtiments pour lesquels les 3 Suisses continuent de verser des loyers, la famille Mulliez continue de

toucher les profits réalisés sur le dos des salariés. Celui qui est devenu l'actionnaire unique du groupe est le multimilliardaire Otto, une des premières fortunes allemandes, dont le groupe Otto est le deuxième vendeur mondial par Internet, après Amazon.

Les travailleurs ont donc toute légitimité pour exiger que personne ne se retrouve sur le carreau.

**Correspondant LO**

## Thales Étrelles (Ille-et-Vilaine) : les travailleurs réclament leur dû

Le 3 mars, les travailleurs de Thales à Étrelles (Ille-et-Vilaine) ont fait grève à l'appel des syndicats pour réclamer des augmentations de salaire. Ce jour-là, 95 % des 450 travailleurs de l'usine étaient en grève. Seuls sont entrés dans l'usine les intérimaires. La production, elle, était à l'arrêt.

Ils ont été nombreux à se retrouver devant l'entreprise : ouvriers,

employés et cadres, toutes les catégories de personnel étaient là et les discussions animées. Le mécontentement sur les salaires est d'autant plus grand qu'ils sont notamment bien en dessous de ceux versés à l'échelle nationale, et ridiculement bas en regard de ce que gagnent les dirigeants de l'usine d'Étrelles.

La direction, en proposant 1,9 % d'augmentation,

plus des augmentations individuelles dérisoires, est loin de calmer ce mécontentement. Surtout quand, dans le même temps, elle promet 27 % de hausse des dividendes aux actionnaires.

Le nouveau patron de Thales, Proglio, se permet de réclamer 400 000 euros de rémunération annuelle. Thales se félicite aussi des ventes de Rafale annoncées en Égypte et

ailleurs, pour lesquelles l'entreprise gagnerait près de 25 % sur chaque avion vendu entre 70 et 100 millions d'euros. Alors, les travailleurs d'Étrelles exigent leur part.

Si ce qu'ils ont gagné reste modeste – un minimum de 30 euros brut par mois pour tous, plus l'extension de la prime de 220 euros obtenue par les grévistes de Brive – il est bien possible que les

travailleurs de Thales recommencent prochainement. Avec des salaires de 1 400 à 1 500 euros par mois pour trente ans d'ancienneté, ces augmentations restent insuffisantes.

Cette journée de grève, la première depuis bien longtemps, a aussi permis de resserrer des liens entre toutes les catégories de personnel.

**Correspondant LO**

## AthisCars - Athis-Mons : en grève pour les salaires et les conditions de travail

Depuis le 1<sup>er</sup> mars les conducteurs de la société AthisCars (groupe Kéolis) ont décidé d'un mouvement de grève illimité pour protester contre leurs conditions de travail et pour des augmentations de salaire.

Les grévistes représentent une grande majorité des 270 chauffeurs de la société, répartie en trois sites sur le département. Ils tiennent une permanence de grève jour et nuit devant le siège situé le long de la nationale 7, près des pistes

d'Orly. Chaque soir, en assemblée générale, la grève est discutée et reconduite.

Alors même que le groupe (filiale de la SNCF, actionnaire à 70 %) a un chiffre d'affaires de 5 milliards d'euros, en progression ces dernières années, et que la société Athis Cars se porte aussi très bien, l'annonce d'une revalorisation dérisoire a mis en colère les chauffeurs. Avec 0,5 % proposé, le compte n'y est pas : la paye reste la moins élevée de toutes les

sociétés de cars alentour... et les bénéficiaires d'Athis Car sont parmi les plus élevés. On comprend pourquoi !

La direction en est à jouer la provocation, avec le recours à un huissier ou encore un petit chef qui s'est illustré en arrachant une banderole, mais cela ne marche pas. Les grévistes ont entamé le 9 mars leur seconde semaine de grève, déterminés à se faire respecter.

**Correspondant LO**

## Saint-Jacques-de-la-Lande (Rennes) : la mobilisation continue

Les salariés du centre qui mène des actions sociales et culturelles sur la ville de Saint-Jacques-de-la-Lande, près de Rennes, sont menacés de licenciement depuis que l'association qui les emploie a perdu une subvention d'État cette année.

Après la manifestation devant le conseil d'administration, jeudi 28 février, dont la presse locale s'était fait l'écho, ils se sont organisés pour associer la population à leur lutte. Ils ont distribué des dizaines de tracts pour appeler à un rassemblement jeudi 5 mars, dans le centre-ville de Saint-Jacques. C'est sous le soleil que quelque 200 habitants les ont rejoints sous les fenêtres de leur direction, dans un

rassemblement festif.

La solidarité exprimée par les habitants de cette ville populaire a fait chaud au cœur des travailleurs du centre de la Lande. Confortés dans leur légitimité à ne pas accepter le moindre licenciement, ils envisagent d'autres actions dans les semaines à venir.

Après avoir interpellé leur direction, ils veulent maintenant demander des comptes au maire socialiste de la commune. Celui-ci rejette la responsabilité de la situation sur l'association. Mais ce sont bien ses amis politiques du gouvernement qui suppriment des financements utiles à la population, alors qu'ils trouvent des milliards à donner au patronat.

**Correspondant LO**

## Total et les paradis fiscaux : l'aveu du multirécidiviste

Total, l'entreprise la plus riche de ce pays, a annoncé vouloir rapatrier en France neuf filiales basées dans des paradis fiscaux.

Depuis des années, tout en affichant des milliards de bénéfices, l'entreprise pétrolière ne paye pas d'impôt à l'État français et s'est retrouvée du coup à plusieurs reprises sous les feux de l'actualité. En effet Total déclare ses bénéfices dans ses filiales basées à l'étranger, et notamment dans les pays où l'imposition est fort avantageuse. Cela a suffisamment

choqué l'opinion pour que les dirigeants de Total aient maintenant l'idée de faire cette annonce pour tenter de redorer leur image et jouer les vertueux. Ce qui est pour le moins culotté.

Quoi qu'il en soit, ce rapatriement est au fond une reconnaissance de fait de l'utilisation des paradis fiscaux par Total, pour soustraire ses profits au fisc et distribuer de plus juteux dividendes aux actionnaires. Il n'est nullement question d'ailleurs de rembourser les milliards ainsi

évadés, qui auraient pu et dû servir aux services publics par exemple. Et, pour l'avenir, ce rapatriement de neuf filiales ne changera pas forcément beaucoup les choses, car Total compte plus de 900 filiales à travers le monde, sans que l'on sache quelles sommes gère chacune d'elles, et encore moins à quoi elles sont destinées.

Cette opération de com' est une supercherie, car la comptabilité de Total reste aujourd'hui aussi opaque qu'hier.

**Stéphane Fort**



# La Poste – Toulouse : ras la casquette!

**Jeudi 5 mars, plus d'une centaine de postiers de Toulouse et de sa banlieue se sont retrouvés pour manifester devant les locaux de la direction départementale de La Poste, à l'appel de l'intersyndicale CGT-FO-SUD. Le rassemblement s'est poursuivi dans les locaux de la direction, qui a bien dû se rendre à l'évidence : la course au profit sur le dos des postiers, ça ne passe pas...comme une lettre à la poste.**

En grève depuis le 23 février, les facteurs de Balma, en banlieue est de Toulouse, largement présents au rassemblement, refusent le projet de délocalisation de leur activité sur deux autres établissements,

situés de l'autre côté du périmètre. Pour La Poste, c'est d'abord une juteuse opération immobilière qui se profile et l'occasion, au passage, de supprimer quelques emplois comme elle le fait à chacune de

ces réorganisations que les facteurs subissent depuis des années. Cerise sur le gâteau, cette véritable attaque contre les conditions de travail des postiers de Balma est prévue alors que le chiffre d'affaires du bureau a augmenté de 22% en 2014!

La détermination des grévistes à ne pas se laisser déplacer comme des pions a, à juste raison, justifié la solidarité des postiers d'autres établissements : les travailleurs du Centre financier de La Poste de Toulouse ont signé massivement une pétition de

soutien et collecté 221 euros pour les grévistes. Ceux de Saint-Alban, en banlieue nord, ont fait grève par solidarité et pour s'opposer à un nouveau mauvais coup de La Poste qui vise à rallonger leur journée de travail, en supprimant au passage la pause de 20 minutes prévue pendant la tournée. Et ceux du quartier de la Côte Pavée à Toulouse, en grève à plus de 50%, sont venus également en soutien.

Face à la direction qui a tenté de jouer la division, les facteurs ne s'en sont pas laissés conter. « On est là

pour tout! » : emplois supprimés, épuisement au travail, accidents à répétition, mépris de l'encadrement.

En exprimant ainsi le mécontentement général, quels que soient leur bureau et les mauvais coups qu'ils subissent, les postiers ont montré qu'ils n'étaient pas dupes des manœuvres de la direction, qui s'en prend avec méthode aux emplois et aux conditions de travail, ville après ville, établissement après établissement, pour grossir les profits. Cette mobilisation en appelle d'autres.

**Correspondant LO**

# La Poste – Cadillac (Gironde) : les facteurs en grève

Depuis le 2 mars, la majorité des facteurs de Cadillac, près de Bordeaux, sont en grève. Comme dans beaucoup de bureaux de poste, la charge de travail s'est aggravée : deux tournées sur neuf n'avaient plus d'agents, dont l'une depuis décembre. Le nombre des tournées à découvert s'est multiplié (13 depuis janvier 2015), ainsi que les tournées doubles. Le remplacement ne se fait qu'à 25%. Cela conduit quasi systématiquement à des dépassements d'horaires. Les facteurs grévistes revendiquent aussi l'embauche en CDI de leur collègue qui est en CDD depuis novembre 2013 sans

interruption.

Ils se sont adressés aux collègues des autres bureaux de poste des villes avoisinantes et à ceux du centre de tri de Langon ainsi qu'à la population de Cadillac. À chaque fois, ils ont un accueil chaleureux : la pétition qu'ils ont fait signer sur le marché a recueilli plus de 500 signatures.

Devant leur détermination, la direction a reculé en partie, puisqu'elle a promis des affectations sur les deux tournées orphelines. Mais elle refuse toujours d'embaucher la collègue en CDI.

Les facteurs maintiennent la pression. Ils

savent que la direction n'a commencé à reculer que parce qu'ils ont exprimé collectivement leur colère en se mettant en grève, parce qu'ils ont dénoncé publiquement la

dégradation des conditions de travail à La Poste, conséquence des attaques gouvernementales contre le service public. Et ils savent aussi qu'il n'est pas question pour eux de baisser la

garde, car de nouvelles attaques sont programmées, avec une réorganisation du service annoncée pour septembre et une diminution du nombre des tournées.

**Correspondant LO**

# Chèques postaux – Orléans : une Journée des femmes très particulière

En matière de mauvais goût pour fêter la Journée des femmes, on peut dire que la direction des Chèques postaux de La Source a fait fort. Dans chaque service, elle a fait installer des mannequins habillés de tenues féminines, mais sans tête. On demandait aux femmes de

poser la tête sur le mannequin, de faire une photo et de l'envoyer au service si mal nommé « service de la communication ».

L'enjeu était de sélectionner celles qui gagneront des places de cinéma. Autant dire que peu de salariées se sont prêtées à ce concours. Dans un service,

ce sont des hommes qui se sont photographiés, pour démontrer la stupidité de cette initiative. Mais il n'est même pas sûr que les initiateurs d'un tel projet, dirigeants d'un centre à grande majorité féminine, soient capables de comprendre le message.

**Correspondant LO**

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte Ouvrière

**Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste**

L'Union Communiste trotskyste qui publie *Lutte Ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Presses Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mars 2015.

Lutte Ouvrière c/o Éditions d'Avron, 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Île-de-France) c/o Éditions d'Avron, 155, avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone: 01 48 10 86 20 - Télécopie: 01 48 10 86 26

### Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte Ouvrière, en les envoyant à l'adresse

suivante: Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66% de ce don et dans la limite de 20% du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à une réduction d'impôt de 200 €, à

condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à  Lutte Ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code Postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 233, 75865 PARIS Cedex 18

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Union européenne de l'Ouest, Suisse	38 €	76 €	21 €
Reste de l'Europe	35 €	70 €	20 €
Amérique du Nord, Proche et Moyen Orient, Asie	42 €	84 €	22 €
Afrique, Amérique centrale et du Sud, Océanie	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

### Sur internet

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

### Vidéos

[www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)

### Pour les malvoyants

[www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

# Journée internationale des femmes : une initiative du mouvement ouvrier

C'est en 1977 que le 8 mars est devenue, sur décision de l'ONU, la Journée internationale des femmes. Cette journée est désormais l'occasion de manifestations diverses, militantes ou culturelles, en l'honneur des femmes. Les médias font aussi état, le temps d'une journée, du fait que les inégalités entre hommes et femmes, au travail comme dans la société, sont loin d'avoir disparu. Certains font même un peu d'histoire, quitte à étaler leur ignorance.

Ainsi, dans *Le Parisien*, à France Inter et ailleurs, on a pu lire ou entendre que « c'est la journaliste allemande et figure du féminisme Clara Zetkin qui, en 1910, en a eu l'idée la première ». Il est vrai que Clara Zetkin a été journaliste et a consacré une part de son activité à la défense des droits des femmes. Mais elle n'était pas seulement féministe, elle appartenait à un mouvement qui pesait avec force sur la société de son époque : la social-démocratie allemande, le SPD, section allemande et principal parti de la II<sup>e</sup> Internationale ouvrière. Et le 8 mars d'ailleurs n'est

pas né de sa seule bonne volonté.

Le SPD de 1910 n'était pas ce qu'il est devenu, un parti de gouvernement au service de la bourgeoisie, mais une organisation révolutionnaire du prolétariat qui se basait sur les idées de Marx et Engels, se donnait pour objectif de renverser le capitalisme afin d'établir le socialisme, une société égalitaire, dans le monde entier. Et cet objectif égalitaire n'était pas réservé aux hommes.

Si Clara Zetkin eut l'idée de proposer la Journée internationale des femmes en 1910, comparable au 1<sup>er</sup> Mai ouvrier

c'est parce que, comme elle l'explique elle-même, le SPD organisait de plus en plus de femmes. En 1907, il en regroupait 30 000. En 1908, elles étaient 62 000, car cette année-là le Reich allemand avait autorisé les femmes à s'organiser politiquement. Les 250 sections locales du SPD élurent des femmes à des postes de direction. 150 cercles d'études furent créés pour former les nouvelles adhérentes. Des centaines de meetings les mobilisèrent. Parallèlement, les syndicats ouvriers influencés par le SPD organisaient 135 000 femmes.

Pour les adhérentes et adhérents du SPD, il était clair que « l'avenir appartient au socialisme, c'est-à-dire, d'abord, à l'ouvrier et à la femme », comme l'avait écrit August Bebel, un fondateur du SPD, en conclusion de son livre, *La femme et le socialisme*, publié dès 1879 et plusieurs fois réédité jusqu'en 1910.

La première Journée internationale des femmes



Au premier plan du congrès socialiste international de 1910, Alexandra Kollontai et Clara Zetkin se serrent la main.

eut lieu le 19 mars 1911. Un million de femmes manifestèrent en Europe. Le 8 mars 1914, les femmes allemandes exigeaient le droit de vote, qu'elles allaient obtenir en 1918. Le 8 mars 1917, en Russie, la Journée des femmes déclencha la révolution et la chute du tsar. Ensuite, le mouvement communiste, né de la révolution russe et ayant attiré à lui les meilleurs éléments de la social-démocratie, dont Clara Zetkin, allait instituer le

8 mars date de la journée des femmes, par un décret de Lénine.

Voilà des origines bien sulfureuses pour des journalistes de la bourgeoisie et ils préfèrent les oublier. Pourtant, c'est bien le mouvement ouvrier révolutionnaire qui est à l'origine de la Journée des femmes, parce que, toujours selon Bebel, « il ne peut y avoir d'émancipation humaine sans indépendance sociale et égalité des sexes ».

Jacques Fontenoy

## Fortunes : un « sage » à 72,7 milliards de dollars

Grâce à un bond de 14,5 milliards de dollars, l'Américain Warren Buffet arrive à la troisième place dans le classement Forbes des plus grosses fortunes de la planète. D'un montant de 72,7 milliards de dollars, celle-ci provient essentiellement de Berkshire Hathaway, le conglomérat qu'il dirige depuis cinquante ans, dont le chiffre d'affaires, en augmentation continue, s'élève pour 2014 à 194,7 milliards de dollars.

Berkshire Hathaway est l'une des plus grosses entreprises du monde grâce à des participations dans une multitude de groupes allant de Coca Cola à IBM, le transport ferroviaire ou l'énergie. D'après le journal *les Échos*, elle serait le symbole d'une politique d'investissements sages. D'ailleurs le surnom de Warren Buffet est paraît-il « le sage d'Omaha », du nom de la ville du Nebraska, aux États-Unis, où il réside, sa sagesse se manifestant dans sa prudence et sa méfiance vis-à-vis des banques.

Celle-ci ne l'a pourtant pas empêché d'investir aussi dans les assurances, et dans la banque Wells Fargo. Il a ainsi investi dans le capital de cette dernière en 1990, alors que sa valorisation ne dépassait pas 3 milliards de dollars. Aujourd'hui elle en vaut cent fois plus. En « sage » capitaliste, il a également su réaliser un bon coup en 2008, en pleine crise financière, en investissant 5 milliards de dollars dans

Goldman Sachs à de très bonnes conditions, avec 2 milliards de dollars de plus-value en perspective.

Un investisseur sage, dans le monde capitaliste, est surtout un homme qui spéculait avec succès. Warren Buffet a ainsi acheté des actions de Freddie Mac lorsque celles-ci grimpaient, passant de 4 dollars en 1988 à 70 dollars dix ans plus tard. Mais il a su aussi s'en débarrasser à temps. En effet, Freddie Mac, est cette compagnie qui, avec Fannie Mae, garantissait des milliards de dollars de prêts immobiliers aux États-Unis, et avait été emportée par la crise des crédits hypothécaires à risque, avant d'être placée en septembre 2008 sous la tutelle de l'État, qui avait dû la renflouer massivement.

Et Warren Buffet n'est qu'un exemple de ces parasites capitalistes qui jonglent avec les milliards, quelles qu'en soient les conséquences pour leurs centaines de milliers de salariés.

Aline Rétesse

## Guadeloupe : procès de deux militants de Combat Ouvrier et Rebelle

Le 3 mars a eu lieu le procès en appel de deux militants de Combat Ouvrier, organisation trotskyste antillaise, Sony Laguerre et Raphaël Cécé. Ils sont aussi animateurs d'un petit journal étudiant et lycéen, *Rebelle*. En première instance, ils avaient été condamnés à cinq et huit mois de prison avec sursis pour avoir prétendument brutalisé des policiers et tenu des propos soi-disant menaçants envers eux. Ces incidents dataient du 18 mai 2012.

Ce jour-là, les « rebelles » étaient venus accompagner une de leurs camarades, une lycéenne, convoquée au commissariat sur plainte abusive d'un proviseur. La police avait alors chargé brutalement les jeunes sans aucune raison.

Lors du procès en appel, le procureur a réclaté trois mois avec sursis contre les deux. Le délibéré sera rendu le 21 avril au tribunal de Basse-Terre.

Près de 120 personnes étaient venues soutenir nos camarades, dont plus de 50 lycéens et étudiants liés

au journal *Rebelle*. De 14 à 22 heures, ils ont lancé des slogans, battu du tambour, chanté devant le palais de justice de Basse-Terre. Et, pour que la moitié d'entre eux puisse entrer dans la salle d'audience, ils ont dû l'imposer aux policiers et à certains magistrats, qui ne voulaient accorder l'accès qu'à un nombre très restreint. La CGTG, l'UGTG, SOS-Basse-Terre-Environnement, Têt Kolé (une association d'émigrés haïtiens), le FKNG de Luc Reinette, plusieurs dizaines d'étudiants de Martinique, ont

apporté leur soutien.

Le plus important est que les deux militants de Combat Ouvrier et les jeunes de *Rebelle* ont pu démontrer que ce procès était politique. Il s'inscrit dans une série de mesures répressives tentant de faire taire le journal contestataire qui dénonce bien des injustices. De plus, Raphaël et Sony, en tant que militants de Combat Ouvrier, affichent ouvertement leurs idées communistes révolutionnaires.

C'en était trop pour le rectorat, certains proviseurs, la police et la justice coloniales. Mais, le 3 mars, c'est le procès de ces derniers qui a été fait. La mobilisation et le retentissement qu'il a suscités en Guadeloupe ont levé un coin du voile sur les injustices vécues par la jeunesse en général et les ravages causés par le chômage.

Pierre-Jean Christophe

